

# Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER  
123, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENT	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal L'entente 656-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Naïveté, prudence

Non, mais, sérieusement, des gens croyaient à l'amnistie ? La Chambre, le Sénat, discutaient, et je sais des lecteurs de bonne foi qui gardaient quelque illusion. Un gouvernement ne peut pas amnistier, il peut se taire, il peut ne pas amnistier, il peut se taire, en répétant des mots sonores, mais amnistier ! Des vaillants osèrent désobéir, osèrent refuser la guerre ? J'en entends encore qui disent : « Nous étions attaqués. Il fallait bien se défendre ! » Attaqués ? Brave paysan, bon vagabond, pauvres de la rue, de l'usine, du bureau, vous étiez attaqués ? Dire que des gars ont marché, que d'autres marcheront encore parce qu'on leur affirme qu'une guerre est juste et nécessaire ! Ces gars croiront sans doute à une Chambre, à un Sénat, se pencheront avidement sur les gazettes.

Après le nom du vainqueur cycliste, le nom d'un député beau parleur s'inscrira dans leurs mémoires. Vainqueur cycliste ou député beau parleur viendront saluer, sur l'écran, et le public du cinéma applaudira. Figurants illustres, mannequins prestigieux (si le prestige peut être déniché quelque part, si la gueule d'un as de la République d'aujourd'hui peut prêter au prestige !) Tous les héros de théâtre et de foire, les fantoches du jour, les réclames de l'heure.

L'amnistie ? Allons donc ! Trop prudents pour voter la seule amnistie que nous voulons, trop peu libres, ces « gouvernants ». Et ce qui ne sert pas à la réclame ne les touche pas.

De la pitié ? Les crocodiles versent des larmes, aussi. De la pitié ? J'entendais une dame, hier, qui disait : « Je viens de lire un livre atroce, le *Biribi*, d'Albert Londres ! Ces horreurs existent ? Oh ! ce n'est pas possible ! C'est une honte ! Ça me fend le cœur, etc. » Pensez-vous que la belle et honnête dame s'attendrissait pour de bon ? Le livre a fait du bruit, il faut en parler, montrer qu'on se tient au courant des nouveautés. Mais le cœur tendu de la lectrice ployable est un cœur qui sera très vite recollé. Au fond, la lectrice a lu ça comme un feuilleton palpitant. Pas un roman d'aventures, ma chère, des notes prises sur le vif. Délicieux frisson ! Volupté de ce frisson quand on lit dans un boudoir luxueux, avec un petit toutou qui fait le beau.

« Tais-toi, Médor, tu m'empêches de lire et c'est tellement vrai, et si terrible ! » — Médor peut être remplacé par Toto ou par Charlie, le chien ou le petit garçon de la Madame. — Et puis on ferme le livre, à regret, bien sûr, mais comme on attend des visites, ce soir, et qu'il faudra faire un tour à l'office, voir si Mélanie n'a rien oublié, si le pâtissier a bien livré « la pièce montée »... « On ne s'appartient pas ! »

Le livre d'Albert Londres doit être lu. Je voudrais qu'il soit profitable, j'ai bien peur que son succès « littéraire » auprès des Madames ne fausse le sens de ce reportage loyal. Les Madames ne liront pas le livre de Mesclon, sur le même sujet, parce que leur libraire ne leur fournit que les firmes « qui se vendent ».

Passons. L'amnistie n'intéresse ni les Madames, ni les béats qui villégiaturent dans les sites à la mode. Il n'y a pas que ce public-là ? Il y a tout de même cette majorité, ça représente la France actuelle, avec les petits féroces du sport, et les « potes » bien pensants. Les autres, nous autres, nous savons à quoi nous en tenir, mais on ne nous consulte pas. Il paraît que pour commémorer la date fatale de juillet 1914, la revue *Europe* a consulté des écrivains de nations diverses. Tous prudents. Pas de réponse. (J'ignore à peu près *Europe*. Ses directeurs ont été mes amis, mais, depuis, ils me boudent, et je m'en fous.) Arcof s'étonne de tant de prudents ? Naïf ! C'est comme si quelque sincère croyait à l'amnistie ! Pendant ce temps, des amis (bien intentionnés !) déclarent que Noël Garnier doit avoir de nouveau sa Légion d'honneur (Ça te gêne donc, ô Noël, la gloire d'en être privé ?) et la contribution Poiret l'a, lui, le ruban rouge ! Ça veut tout dire, et ça situe une époque. Tas de... prudents !

Marcel MILLET.

N. B. — Bergeron éprouve le besoin de m'écrire, après mon article Linze salé, paru au « Libertaire » du 31 juillet. J'épargne aux camarades cette prose-là. Que Bergeron blâme le ton pleurnichard (sic) de mes articles et loue (quelle faveur !) mes poèmes ou mes contes, pas d'importance. Mais Bergeron s'est pris au sérieux et dit : « N'empêche que mon français, si fantaisiste soit-il, mérite qu'on s'y arrête, puisqu'il vous a inspiré un éditorial pour le « Lib. »

J'avais prévu cela. « Tout sert » aux malins, même un éreintement « frénétique ». Mais non, mais non, pas du tout « frénétique », moi. Allons ! ça suffit. Fermez. Pauvre gosse !

M. M.

## Un lâche doublé d'un mufle

Ce n'est certes pas la première fois que nous constatons la lâcheté d'un pisse-copie de la presse bourgeoise. Le fait est si ordinaire chez les sportuliers de faire montre de couardise, doublée d'une crapulerie irrémédiable.

Seulement, nous ne croyions pas que dans le canard fondé et dirigé par une équipe d'anciens anars l'on trouverait des papiers aussi infâmes que ceux publiés dans *Paris-Soir* de lundi et mardi, sous la signature de l'infatigable P. L., au sujet de la fusillade du quai de Jemmapes.

Nous avons raconté et même commenté comment les flics tiraient sur des camarades italiens qui tentaient de fuir dans la nuit pour échapper à ces brutes aux ordres de Mussolini. Naturellement, comme nous le pensions, nous fumes seuls dans la presse (y compris le *Peuple* et l'*Humanité*) à donner la véritable relation des faits.

Mais voici que *Paris-Soir* donne deux papiers de ce P. L., inspirés on ne sait par quel mobile, dans lesquels sont insultés les victimes de la police, et particulièrement le camarade Peruzzi, qui est traité de véritable bandit et d'apâche.

Ce P. L. est lâche d'insulter un homme cloué sur un lit d'hôpital et victime de la répression ; il est doublement lâche, parce qu'il n'a pas osé signer sa petite cochonnerie.

P. L. qui est-ce ? Paul-Louis, Pierre Loevel, ou Paul Langlois ? Gageons que l'auteur des odieuses ordures déversées sur notre camarade ne tiendra pas à se faire connaître ?

Quoi qu'il en soit, nous tenons à lui dire ici tout le mépris que nous avons pour son infatigable personne.

Nous tenons aussi à profiter de l'occasion pour bien marquer la manœuvre tentée par la presse.

Dénaturant complètement les faits, elle essaie de faire passer les victimes des flics pour les agresseurs en leur donnant l'insulte de tentative d'homicide sur agents de la force publique, ce qui leur ferait encourir une condamnation de 5 à 10 ans de réclusion.

Est-ce cela que désire P. L. ? Quant à nous, nous défendrons énergiquement, envers et contre tous les roquets de la presse, nos camarades victimes de la bestialité des flics qui tirent des coups de revolver sur eux, parce qu'ils refusaient d'obtempérer à leurs ordres.

Louis LOREAL.

## LE FAIT DU JOUR

### Prétextes fascistes

Dans l'*'Action Française'* d'hier on pouvait lire en manchette :

« Où nous en sommes :  
« 1914 : Les Allemands sont à Noyon !  
« 1924 : Les Allemands sont à Garches. »

D'autre part, on communiquait la note suivante à la presse :

« M. Georges Bonnefous, député de Seine-et-Oise, vient d'adresser une lettre au ministre de l'Intérieur pour l'informer qu'il l'interpellerait, à la rentrée, sur les raisons qui ont déterminé le gouvernement à favoriser des manifestations politiques dans un lieu de villégiature particulièrement fréquenté par les promeneurs. »

Et, dans la « Liberté », l'ignoble Camille Aymard, d'indochinoise mémoire, concluait son éditorial par cette menace :

« Si, devant la carence du gouvernement, UN PARTI NE S'ORGANISE DANS TOUTE LA FRANCE AFIN DE MAINTENIR L'ORDRE, la rue sera de main au pouvoir des révolutionnaires. La bourgeoisie de France tient encore son salut entre ses mains, mais l'heure presse. Aide-toi et... le Ciel vaudra ! »

Pourquoi donc cet émoi ? Pourquoi tout ce tintamarre dans le clan nationaliste ? Est-ce que MM. Léon Daudet, Georges Bonnefous et Camille Aymard sont assez bêtes pour prendre au tragique du même au sérieux la grosse ballade bolcheviste de Garches ? Est-ce qu'ils croient à la Révolution parce que vingt à trente mille des moulons de Moscou ont été patte aux champs sous la houlette de Marcel Cachin ?

Allons donc ? Ces messieurs ne se laissent pas bourrer le crâne comme de pauvres lecteurs de « l'Humanité ». Ils n'ignorent pas que les bourgeois et les hommes d'Etat peuvent jouer en paix, tant que les ouvriers se laisseront parquer « extra muros », du Pré Saint-Gervais à Garches. Mais, suivant les leçons mussolinienne, ils n'ont trouvé là qu'un bon prétexte. Et les voici dressant de nouveau l'épouvantail à moineaux du bolchevisme. Ils font interpellé par les députés « amis de l'Ordre ». Ils en appellent aux amateurs de fascisme pour sauver la France. Ils battent l'air de leurs bras allongés. Ils espèrent en ébranlant l'atmosphère créer de l'émoi, du trouble, de la peur parmi les petits bourgeois, et organiser ceux-ci en milice pour renforcer le pouvoir de la grande bourgeoisie. Ils sont les avant-coureurs de la Dictature. Vivement, prolétaires, revenez des prés, rentrez dans Paris et fichez-leur la frousse... nous de bon !

## Aux voleurs !

Dans notre numéro de dimanche 3 août, sous le titre : *A la manière d'Albert Sarraut*, nous mentionnions la condamnation de deux jeunes gens ayant volé des statuettes dans un temple d'Angkor. Nous ajoutons qu'on les aurait nommés grands officiers ou commandeurs de la Légion d'honneur s'ils avaient été gouverneur général ou résident supérieur de l'Indochine.

La grande presse du même jour, notamment le *Matin*, le *Journal*, le *Quotidien*, l'*Eclair*, le *Petit Journal*, le *Petit Parisien*, etc., sous d'énormes et tapageuses manchettes, ont, pour la plupart, reproduit ce fait divers, en première page, avec photographie !

Le *Journal* ajoute même que le gouverneur général de l'Indochine a câblé à Paris « la nouvelle des condamnations » !

Nous pensons donc que, pour compléter leur information, ces journaux honnêtes pour honnêtes gens se feront un devoir de publier l'article suivant qui a paru dans le *Journal Bonsoir* du 14 février 1923 :

### VOL OFFICIEL DE BOUDDHAS AU LAOS

Vers le milieu de 1921, le ministre des Colonies a exigé, par l'intermédiaire du gouverneur général, malgré un avis défavorable du résident supérieur du Laos, l'envoi à l'Exposition de Marseille de plusieurs bouddhas, pesant des centaines de kilos, recueillis de pagodes en ruines et abrités à la Résidence supérieure, en attendant la reconstruction de nouveaux temples. Et le ministre décida qu'après l'exposition (pillage systématique après chaque exposition), ces bouddhas seraient conservés dans un musée parisien qui n'a pas été désigné. Ironie ! Les trésors rapportés d'Indochine et entassés dans les musées parisiens de l'Association Baudouin-Sarraut ?

Il est tant parti de bouddhas, pillés par des hauts fonctionnaires et qui ne sont jamais revenus, qu'il serait d'un bon exemple de voir revenir ceux-là. On n'ignore pas, au Gouvernement général, que l'opinion publique laotienne est péniblement impressionnée par tous les vols ; qu'elle attribue la mort du général de Beylié, du docteur Rouhlandis et de bien d'autres victimes du Mékong au châtiment du sacrilège dont ils s'étaient rendus coupables en pillant sur leur passage les idoles des temples. Incalculable est le nombre des bouddhas enlevés de Laos !

La mort du général de Beylié a donné naissance à une croyance qui n'est sans doute qu'une légende : à la baisse des eaux, l'un des bouddhas volés apparaît debout sur un rocher, près de Paklai, et les indigènes le considèrent comme un symbole du châtiment céleste !

Au commencement de 1924, un inspecteur général des colonies n'hésitait pas, en présence de bonzes scandalisés et consternés, à frapper de sa canne les statues de bouddhas qu'il désirait dans les temples et que son personnel subalterne emportait aussitôt. L'Ecole d'Extrême-Orient, saisie de l'émotion populaire, fit arrêter à Phnom-Penh et ouvrir une partie des caisses transportées par cet inspecteur des colonies.

Que n'eût-on pas dit des Boches, s'ils avaient pillé les églises pendant l'invasion ? Cela donne une idée des procédés d'administration de cette lointaine Indochine, où les pires méfaits constituent un système normal et à la tête de laquelle se trouve aujourd'hui un gouverneur général inculpé de faux, d'usage de faux et de vol !

Pour nous, anarchistes, aucune condamnation n'est justifiable, mais la condamnation des deux jeunes gens qui ont volé les statues d'Angkor devient une révolte inique, si la justice ne poursuit pas et ne condamne pas de plus grands voleurs dont les crimes ont été publiquement dénoncés, comme nous le montrons. Si elle ne veut pas se faire la complice de voleurs haut placés, qu'elle aille donc chez eux, chez M. Baudouin, à Nice, par exemple, et elle trouvera les preuves nombreuses du pillage des temples indochinois, les centaines de bouddhas et d'objets d'art volés et valant plusieurs millions. Le produit de tant de vols à en partie servi aussi à faire des cadeaux à des puissants du jour pour acheter leur protection. Cela explique bien des choses.

Mais mettre à la tête de l'Indochine des bandits officiels, organisateurs de vols, de rapines, de pillages de temples, quelle drôle de civilisation offerte aux Indochinois !

Et la « probité avant tout » du programme d'Herriot ?

La parole est à M. Daladier, ministre des Colonies.

.....

Nous sommes des contre-révolutionnaires,

Mais...

C'est Boukarine qui, en 1922, proposa l'alliance militaire avec les puissances bourgeoises.

## Comment mentent les communistes

Il y a seulement quatre à cinq ans les masses révolutionnaires en Europe et en Amérique croyaient, sous l'influence des informations tendancieuses et mensongères des communistes bolchevistes, que ceux-ci étaient réellement les militants et les défenseurs de la révolution russe et accueillaient avec méfiance toute critique du régime soviétique. Mais cela ne pouvait durer que tant que le Parti Communiste réussissait à cacher aux yeux du prolétariat international la situation véritable de la Russie. Aussitôt que la vérité sur la révolution russe et sur le rôle qu'y joue le Parti Communiste a pu percer à travers les barrières des frontières, l'attitude du prolétariat international vis-à-vis du régime soviétique devait changer.

Dès l'été 1921, les délégués des organisations ouvrières venus de différents pays au Congrès des Syndicats rouges à Moscou ont vu les travailleurs russes courbés sous la poigne de fer du Parti Communiste, réduits juridiquement et économiquement à l'état de serfs ; ils ont vu que toute aspiration des travailleurs à la liberté et à l'indépendance était implacablement réprimée par les organes de l'Etat communiste, que les meilleurs combattants de la révolution sociale étaient exterminés ou envoyés au bagne — rétabli sur une plus vaste échelle encore que sous le régime tsariste.

Nombreux étaient les délégués qui, rentrés chez eux après le Congrès, ont parlé des atrocités commises par les communistes. Puis, des anarchistes russes expulsés de Russie ou ayant fui le pays sont venus apporter de documents plus nombreux et plus complets sur le despotisme du Parti Communiste et son essence bourgeoise et exploitrice ; ils ont peint un tableau angoissant des poursuites et de l'extermination dont étaient victimes en Russie les combattants de la révolution sociale.

La vérité sur la situation en Russie, ainsi révélée, a ouvert les yeux au prolétariat international et l'a poussé à élever la voix, pour protester contre les crimes du Parti Communiste. A partir de janvier 1924, les travailleurs commencent, dans beaucoup de pays, à prendre la défense des révolutionnaires persécutés en Russie. Un peu partout en Europe, en Amérique et même en Chine, de grands meetings sont convoqués, protestant contre la persécution des révolutionnaires et de l'idée révolutionnaire en Russie et réclamant la mise en liberté des anarchistes, socialistes et révolutionnaires sans parti enfermés dans les prisons communistes. Un vaste mouvement de protestation contre le régime terroriste russe se dessine.

Le Parti Communiste russe, qui tend à établir sa dictature dans presque tous les pays, ne pouvait naturellement pas rester indifférent en face de ce mouvement si dangereux pour lui. Il a décidé de le combattre, en utilisant les moyens favoris du Parti : la calomnie et la provocation. Sachant que, à la tête du mouvement, se trouvent des anarchistes, c'est contre eux qu'il a dirigé ses efforts. Nous avons déjà eu l'occasion de dire comment, sur l'ordre de Moscou, la presse communiste française s'est mise à crier que N. Makhno est un agent de la Pologne ; cette manœuvre avait pour but de discréditer Makhno et le mouvement qui se rattache à son nom.

Actuellement, sur l'ordre de Moscou également, la même presse publie des « documents » et des articles destinés à salir les anarchistes et le mouvement anarchiste russe. Nous parlons des articles publiés dans la *Vie ouvrière* du 4 et du 11 juillet, sous les titres de : « Comment certains

### Au sujet de la vente dans Paris, du « Libertaire » d'hier matin

Hier matin, de nombreux dépositaires du *LIBERTAIRE* ne purent fournir leur habituelle clientèle. Dans la journée, beaucoup de nos amis vinrent nous trouver, anxieux qu'ils étaient par la pensée de la disparition de notre quotidien.

Nous les rassurâmes et nous leur expliquâmes que les messageries Hachette nous avaient dit dans la matinée :

Un changement total dans le mode de distribution des journaux par Hachette avait été inauguré.

Au lieu des dépôts par rue comme cela se faisait jusqu'alors, la maison Hachette avait ouvert dans chaque quartier une boutique et avait, par circulaire adressée à la veille aux marchands, assigné une boutique à chaque. Malheureusement il arriva que les marchands n'allèrent pas à la boutique indiquée, ce qui fit que des boutiques restèrent avec leurs exemplaires et d'autres ne purent fournir toutes les demandes.

Mais ce matin tout sera rentré dans l'ordre et nos amis trouveront comme auparavant leur *LIBERTAIRE* chez leur marchand habituel.

Et nous profitons de l'occasion pour les inviter à le prendre toujours au même endroit, et ce pour éviter le bouillonnement.

Si la marchandise dit qu'elle n'en a pas assez, il n'y a qu'à insister — Hachette doit et ne demande pas mieux de le faire, leur fournir le nombre d'exemplaires nécessaires.

L'ADMINISTRATION.

Anarchistes russes sont passés au service de l'Etat makhnoviste » et à Comment les principes anarchistes sont passés dans la réalité ».

En publiant ces « documents », le journal se garde bien d'en dire l'origine et de raconter par qui et dans quel but ils ont été rédigés. Or, pour juger de la véracité de ces documents, il est nécessaire d'en connaître l'histoire. La voici en quelques mots :

A la suite d'une série d'attaques traitées avec ménagement contre les makhnovistes et les anarchistes, le pouvoir soviétique, au printemps 1921, a à peu près réussi à anéantir les uns et les autres. Toutes les organisations anarchistes, en Ukraine comme en Grande-Russie, ont été anéanties ; de nombreux anarchistes ont été tués, la plupart au bagne. Le pouvoir soviétique avait à justifier, documents en mains, ce terrorisme exercé contre les anarchistes. Il fallait, s'armant de la loi, expliquer les actes accomplis et exposer la situation au milieu de laquelle les anarchistes et l'idée anarchiste avaient été l'objet d'une persécution si féroce. Cela devait être fait pour l'époque des congrès de la III<sup>e</sup> Internationale de l'I. S. R., c'est-à-dire en été 1921. C'était le bolchevik I. Iacoff qui devait assumer cette tâche. Le pouvoir soviétique lui a commandé de rédiger un écrit justifiant les persécutions des anarchistes et de l'idée anarchiste.

Au moment de l'ouverture des congrès, le travail de Iacoff n'était pas complètement achevé, la Section des Editions de la III<sup>e</sup> Internationale en a fait paraître quelques extraits, sous forme d'une brochure en langue française. Cette brochure, où les bolcheviks s'efforçaient, à la hâte, de salir les anarchistes, a été distribuée aux délégués étrangers pour leur apprendre ce qu'est l'anarchisme russe. Quelque temps après l'« œuvre » entière de Iacoff a paru à son tour ; on peut se figurer ce qu'était cette œuvre, écrite sur commande par un homme connu pour sa haine des anarchistes ! C'était un amas de mensonges qui donnait la nausée à tout homme connaissant la vie en Russie et ayant conservé ne serait-ce qu'une trace d'honnêteté. Parmi les anarchistes russes, aucun n'a voulu répondre directement à ce misérable libelle. Tous considéraient comme au-dessous de leur dignité de révolutionnaires de remuer cet amas de faussetés qui constituait le livre de Iacoff. D'ailleurs, le besoin ne s'en faisait pas trop sentir, car les milieux russes, tant en Russie qu'à l'étranger, qui connaissaient les événements de première main, ont généralement bien compris le caractère de ce livre écrit sur commande pour le compte du Trésor.

Et c'est maintenant ce livre de Iacoff que la *Vie ouvrière* reproduit, pour en faire un acte d'accusation contre les anarchistes. La *Vie ouvrière* trompe ses lecteurs en leur cachant l'origine de ces « documents ». Elle les trompe encore davantage en faisant passer pour des vérités les mensonges qu'ils renferment.

Il est impossible de réfuter tous ces mensonges on un article de journal ; il faudrait pour cela écrire un livre aussi étendu que celui de Iacoff. Peut-être, si le besoin s'en fait sentir parmi les travailleurs de l'Occident ce travail sera-t-il fait d'ici peu.

Ici, nous voudrions seulement donner quelques exemples des mensonges accumulés par Iacoff. D'après ces exemples, les travailleurs français pourront juger de la valeur du document tout entier.

Au début de sa brochure, l'auteur raconte qu'au moment où le pouvoir soviétique passait du travail destructif au travail créateur et édictait, à l'usage des ouvriers, une série de décrets relatifs à la discipline du travail, les anarchistes se sont montrés hostiles à ces décrets et par conséquent, dit l'auteur, à l'œuvre créatrice elle-même de la révolution. Mais il omet de dire l'essentiel, à savoir ce que le pouvoir soviétique entendait par travail révolutionnaire constructif, quel était le sens de ces décrets et pourquoi les anarchistes s'y montraient hostiles. Ces décrets, comme d'ailleurs tous les autres relatifs aux fabriques et usines, avaient pour but unique de nationaliser l'industrie et d'y introduire les principes d'une discipline étatique centralisée. Ces décrets nationalisaient non seulement l'industrie, mais les unions professionnelles ouvrières et chaque ouvrier individuellement. L'Etat devenait seul maître des moyens de production et de l'ensemble de la classe ouvrière. Il en est résulté que, par la suite, le pouvoir soviétique a militarisé le travail, en enrôlant les ouvriers dans des « armées du travail » militairement organisées et dirigées par une discipline militaire. Les anarchistes, qui tenaient au principe de l'action autonome et indépendante de la classe ouvrière, ne pouvaient naturellement pas admettre cette monstrueuse déformation de la révolution ; ils l'ont combattue autant qu'ils ont pu, en appelant les travailleurs à user de leur libre initiative.

L'affirmation de Iacoff que les makhnovistes ont, en juin 1919, ouvert le front à Denikine, est un mensonge impudent. L'histoire de la révolution en Ukraine connaît un fait exactement contraire : ce ne sont pas les makhnovistes, mais les bolcheviks qui ont ouvert le front à Denikine, comptant faire écraser par les armées de ce dernier toute cette région détestée par eux : une région libre aux mains des in-



urgés. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans l'histoire du mouvement makhnoviste (1) : « Les bolcheviks qui, en vertu de la convention signée, s'étaient engagés à procurer des munitions aux insurgés, commencèrent, dès le mois d'avril 1919, le blocus et le sabotage de la région makhnoviste en ce qui concerne les armements... La tactique du blocus avait pour but de réduire à néant les forces militaires de la région. Il est plus facile de combattre des hommes désarmés que des hommes en armes... La politique adoptée par Trotsky à l'égard du mouvement makhnoviste fut formulée à peu près dans ces termes : « Il vaut mieux rendre toute l'Ukraine à Denikine que de permettre au mouvement makhnoviste de se développer. Le denikisme ouvertement contre-révolutionnaire peut toujours être démoralisé par une agitation basée sur l'esprit de classe ; le makhnovisme, lui, se propage dans les couches inférieures des masses et soulève ces masses contre nous. »

Quelques jours avant les événements en question, Makhno avait fait savoir à l'état-major et au Soviet que les bolcheviks avaient retiré plusieurs régiments du secteur de Grichino, ouvrant ainsi aux troupes de Denikine l'accès de la région de Goulai-Polé, du côté nord-est. Et, en effet, ce n'est pas du côté où le front était tenu par les insurgés que les hordes cosaques firent irruption dans cette région, mais du côté du flanc gauche, occupé par l'armée rouge. L'armée makhnoviste, qui tenait la ligne Marienpol-Koutelnikovo-Taganrog, se trouva ainsi contournée par les troupes de Denikine, qui arrivèrent ainsi au centre même de la région... En une seule journée, les paysans de Goulai-Polé constituèrent un régiment, s'efforçant de sauver leur village. On s'armait comme on pouvait : de haches, de pioches, de fusils de chasse, etc... C'est ainsi que les paysans allèrent à la rencontre de l'avalanche cosaque, cherchant à l'arrêter. A 15 kilomètres de Goulai-Polé, près du village Sviatodonskovo, district d'Alexandrovskaïa, ils se heurtèrent aux forces supérieures des cosaques du Don et de la Kouban. Un combat héroïque, acharné, eut lieu, combat au cours duquel presque tous ceux de Goulai-Polé tombèrent, avec, en tête, leur chef, B. Vercenichouk, ouvrier de l'usine Poutiloff et natif de Goulai-Polé. La vague énorme des cosaques déferla vers cette localité et, le 6 juin, l'occupa. Makhno, avec l'état-major de son armée et un faible détachement ne possédant qu'une batterie, recula vers la gare (à 7 kilomètres du village), mais la gare aussi dut être abandonnée vers le soir. »

L'armée révolutionnaire insurgée, prise entre les troupes de Denikine et celles de Trotsky, a dû reculer vers les frontières de Galicie. Mais tout en reculant, elle organisait autour d'elle les paysans révolutionnaires et, en septembre 1919, elle a pu, après avoir infligé aux denikinistes une défaite sous Ouman, leur porter un coup mortel dans le bassin de Donetsk, ce qui a décidé du sort de toute la marche contre-révolutionnaire sur Moscou.

La mention, faite par Iacovieff, d'un journal soi-disant rédigé par la femme de Makhno, Fedora Galenko, qui aurait été saisi par les troupes soviétiques après un combat avec les makhnovistes, est un mensonge non moins impudent. Rien que la façon dont le texte est rédigé montre qu'il se propose sciemment de compromettre Makhno. Il est difficile d'admettre qu'une femme quelconque puisse dire de son mari, avec lequel elle vit, des horreurs telles que les cite Iacovieff. Et d'ailleurs, ce journal n'a rien à voir avec la femme de Makhno : cette dernière qui reste avec Makhno depuis les débuts de son action insurrectionnelle, n'a jamais perdu aucun journal ; de plus, elle s'appelle non Fedora Galenko, mais Galina Andreievna Kouzmenko. Les chargés d'affaires communistes ne se sont pas préoccupés de connaître le véritable nom de la femme de Makhno avant de commettre ce faux. Il est possible aussi qu'ils ont été trompés par quelqu'un au cours de cette falsification.

Comme dernier exemple des mensonges de Iacovieff, disons encore qu'en juin 1919, Voline non seulement ne faisait pas partie du conseil militaire révolutionnaire des makhnovistes, mais ne participait même pas à ce mouvement, auquel il n'a adhéré qu'en août 1919. Disons encore que le commandant du régiment insurrectionnel Polesky a été fusillé par les makhnovistes, non pour avoir organisé un soviet ouvrier, mais pour avoir préparé un attentat contre Makhno, et aussi pour avoir organisé un comité révolutionnaire politique qui s'est érigé en autorité. Un comité de cette sorte, c'est un groupe de quelques personnes qui, au moment de la chute d'un pouvoir, s'empresse de s'en emparer pour dicter sa volonté à la masse des travailleurs. Ennemis de toute organisation s'insérant par la violence, les makhnovistes ne permettaient pas à un nouveau pouvoir de s'établir à la place de celui qui venait d'être renversé, et ils faisaient usage de leurs armes lorsque c'était nécessaire.

Une remarque encore : Dans le même numéro de la Vie Ouvrière, Arlandis dit que si la Roumanie et la Pologne ont toléré Makhno sur leur territoire, c'est parce que les gouvernements de ces pays avaient des vues sur lui. Mais la chose serait-elle exacte, Makhno n'y est pour rien. On ne peut empêcher personne de faire de ces sortes de calculs. Il n'est pas douteux que le gouvernement impérial allemand, en facilitant en 1917, à Lénine l'accès de la Russie, espérait que, par son agitation, il contribuerait à désorganiser le front russe. Or, personne, sinon la bourgeoisie et ses acolytes, ne s'est fondé sur ces calculs du gouvernement du kaiser pour affirmer que Lénine est un agent de ce dernier. Cela d'abord. En second lieu, ni la Roumanie, ni la Pologne n'ont accordé à Makhno un libre passage ; bien plus, elles l'ont toujours tenu prisonnier : en Roumanie, dans un camp d'internés ; en Pologne, en prison.

Il nous est impossible, naturellement, d'énumérer ici tous les exemples de mensonges communistes dont fourmille la brochure de Iacovieff. Mais ceux que nous avons indiqués suffisent, nous semble-t-il, pour juger de l'ensemble des « documents » publiés par la Vie Ouvrière. Nous sommes sûrs que tout prolétaire averti ne pourra qu'accueillir avec mépris le mensonge sur l'anarchisme et le mouvement anarchiste que les communistes offrent en pâture intellectuelle aux ouvriers.

P. ARCHINOFF.

Berlin, Juillet 1924.

(1) Ce livre paraîtra prochainement en français.

## Les cheminots de Bruxelles manifestent

Nous avons annoncé que samedi soir les cheminots d'Anvers avaient manifesté en nombre. Pour faire suite à cette protestation ouvrière, 20.000 cheminots de Bruxelles ont fait dimanche une démonstration en ville. Ils ont parcouru la ville en protestant contre la condamnation de 31 de leurs camarades par le tribunal correctionnel d'Anvers. Les syndicats du personnel des tramways de toutes les grandes villes s'étaient joints aux manifestants.

## « Pour supprimer ce crime, la guerre »

Un groupe de sénateurs s'est constitué dans le but d'empêcher la guerre. Après avoir mis debout son bureau, il a fait savoir « qu'il comptait sur le gouvernement pour encourager les Associations de Paix qui rendent un inappréciable service à la cause française à l'étranger. » Ces sénateurs s'apprêtent à faire du pacifisme à la d'Estournelles de Constant, ce qui consistera à s'élever vaguement en temps de paix contre la guerre, et à se montrer farouchement jusqu'au boutiste en temps de guerre.

Travailleurs, ne vous laissez pas prendre aux promesses menteuses des faiseurs de lois, et lutez contre la guerre à votre façon.

### LA VIE CHÈRE

## La nature est généreuse, mais il y a les mercantils

Le blé augmente, non pas en quantité, mais en prix. La hausse a été, sur le marché de Paris, de 3 à 4 francs sur le blé ancien, de 6 à 8 francs sur la nouvelle moisson. Le cours en province est de 95 à 105 francs le quintal. La récolte ne dépassera pas de beaucoup celle de l'an passé, et il faudra avoir recours encore à l'importation.

Le moment n'était donc guère choisi de rétablir le droit d'entrée de 14 francs, ce qui a visiblement encouragé les vendeurs français à la spéculation injustifiée. Le blé étranger est à 140 francs le quintal.

Il ne faut pas compter sur l'Algérie pour améliorer la situation de la métropole, la sécheresse a tout brûlé là-bas ; on parle même de famine qui menace les malheureux indigènes.

A signaler l'attitude du préfet de la Côte d'Or, lequel, pour économiser la farine, a ordonné la fermeture des pâtisseries le mercredi.

A Paris, la farine est montée de 130 à 131 francs les 100 kilos. Le taux du pain est néanmoins plus que justifié à 1 fr. 25 jusqu'à nouvel ordre. Ce prix est à peu près appliqué dans toutes les villes de France. Il est même à 1 fr. 30 à Beaune et à Chaumont. Albi a le privilège de le payer 1 fr. 14 le kilo.

Alors que le blé varie de 95 à 105 francs le quintal, le sarrasin ou blé noir se vend de 80 à 120 francs. Les grains de colza se paient de 180 à 200 francs.

L'hecto nu de vin en cave se cote suivant degré, de 62 à 86 francs à Nîmes ; de 71 à 102 à Perpignan. A Paris, le même vin, sans doute falsifié, se vend au détail 1 fr. 50 et 1 fr. 60 le litre. Il y a du bénéfice pour les intermédiaires. La récolte du cidre apparaît satisfaisante. A Granville, les cidres sont vendus 100 francs le tonneau de 228 litres, soit 44 centimes le litre. A Paris, le litre coûte 75 et 80 centimes.

Les profiteurs du sucre, les Say, les Lebaudy, les Sommier, les Béghin sont inquiets parce que l'Allemagne nous offre, comme paiements en nature, 200.000 tonnes de sucre, ce qui le ferait diminuer. Vous verrez que les forbans des raffineries vont réussir à empêcher l'entrée en France du sucre allemand. Les consommateurs continueront de sucrer leur café à un prix exagéré, et les imbéciles diront que c'est la faute du Boche.

La pomme de terre a diminué aux Halles. L'ordinaire s'est vendue de 36 à 50 francs, la saucisse rouge de 80 à 90 francs, l'espagnole 110 francs.

Dans la Haute-Marne on a payé le poulet 9 francs le kilo, contre 13 à 16 francs aux Halles. Quelle spéculation ! Ouvriers, vous êtes condamnés, comme toujours à manger des patates de qualité inférieure.

Dans l'ensemble, il n'y a pas grand changement. La cherté elle-même se maintient, alors que nous sommes dans la bonne saison où la nature fait des efforts pour rendre la vie de l'homme moins difficile.

Mais nous sommes en société capitaliste, dont la grande loi est : Malheur aux pauvres !

Le ministre de l'Agriculture a fait réouvrir hier le Marché des céréales fermé le 18 février dernier par M. Chéron. Que les affairistes méditent leurs mauvais coups à l'intérieur ou à l'extérieur du Temple, cela ne changera rien à la spéculation. La preuve en est déjà faite, hélas ! — B.

### UN LIVRE À LIRE :

## AU CAFÉ

par ERICCO MALATESTA

Sous la forme de dialogue, le vaillant militant anarchiste développe magistralement les théories libertaires. Ce livre est très utile et presque indispensable pour les camarades qui veulent propager nos doctrines.

En vente à la « Librairie Sociale », 9, rue Louis-Blanc. Prix : 5 francs. (Chèque postal : M. Jouot 520-42, Paris.)

## La véritable faiblesse

Elle ne provient pas du manque de moyens physiques ou sociaux, mais de la non compréhension des choses, ou de leur assimilation erronée.

La personnalité qui devrait être le principe même de la nature humaine est très souvent faussée par l'instruction qui, en donnant des connaissances variées, consent très rarement à l'indépendance de l'esprit ; il faut s'instruire, on le sait, cela forme une nécessité majeure, à moins de s'en vouloir tenir à la bestialité ; mais en cela, comme en tout, il faut savoir garder la mesure ; en un mot, il s'agit d'apprendre pour juger et non pour accepter.

Si nous prenons les études libres, ces études qu'on poursuit soi-même, sans guide, avec la seule volonté de savoir, il est hors de doute qu'elles seront nuancées d'indépendance, mais elles n'en seront que plus dangereuses ; en effet, un livre vous semble renfermer des arguments irréfutables à l'appui d'une documentation sérieuse ; aussitôt vous acceptez comme un fait certain cet ouvrage qui n'est qu'une opinion, mais si le lendemain vous en rencontrez un autre, absolument contraire au premier, mais par contre aussi documenté et aussi affirmatif, vous êtes obligés de penser : « Où est l'erreur ? Où est la vérité ? »

Voilà où réside la faiblesse des esprits incompatibles avec l'assimilation d'éléments contraires, car les deux ouvrages en question contiennent l'un et l'autre l'erreur et la vérité ; seulement, les deux auteurs se croient également certains d'être dans le droit chemin ; c'est leur droit le plus absolu, car il serait paradoxal d'écrire si l'on ne croit pas, et d'affirmer si l'on doute ; donc, au point de vue auteur, aucune difficulté à concevoir : la vérité est celle que l'on trouve, mais au point de vue lecteur, c'est une autre affaire.

Placé entre deux théories différentes, mais qui se prétendent chacune l'unique, le malheureux qui tient à se documenter demeurera perplexe, puis songera à faire un choix, et qu'il aille d'un côté ou de l'autre, il n'en aura pas moins embrassé une querelle qui n'est pas la sienne, une opinion qui n'est pas de lui ; voilà l'origine des diverses écoles, des luttes entre matérialistes et spiritualistes, logiciens et instinctifs ou pour mieux dire des luttes entre le néant et l'infini.

Et ceci est commun à la majorité des hommes : mis en présence de deux opinions ils ne songent pas à leur en opposer une troisième, qui serait la leur ; ils se contentent de défendre ou d'attaquer telle ou telle idée, ils se font les serviteurs d'une pensée, d'un esprit, d'un homme, en abandonnant leur propre pensée, leur propre esprit, leur propre existence.

Cela s'appelle l'abdication volontaire, la servitude ennemie de tout effort personnel. Il faut lire et s'instruire sans cesse, mais admettre le pour et le contre de chaque chose ; la moindre opinion, lorsqu'elle est sincère, présente toujours une parcelle de vérité ; tous ces fragments de vérité recueillis partout et dans tous les milieux arrivent à former, en les réunissant, la vérité elle-même qui est en nous, au centre de tous les objets inanimés ou non, mais qu'il nous faut reconstituer, à moins de la méconnaître à jamais.

Chaque homme qui écrit met en ses ouvrages le meilleur de lui-même ; son œuvre serait donc la lumière qui guide en apprenant, si cet homme était lui-même complet, mais il ne l'est pas ; comment son ouvrage réaliserait-il la vérité ? Il nous en donne sa version, sincère sans doute, mais à coup sûr inachevée, car il est inadmissible qu'un être destiné à la tombe puisse entrevoir une parcelle de l'au-delà.

Les poètes, les philosophes, les grands chercheurs, sont donc les premières marches de l'escalier gigantesque qu'il faut gravir pour atteindre à la compréhension réelle ; il appartient donc à chacun d'essayer d'arriver plus haut que le précédent ascensionniste, à moins de grossir inutilement la marche auquel celui-ci est arrivé.

Ces motifs et ces résultats doivent nous inciter à prendre tous les ouvrages qui existent pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des essais d'élévation.

Bien faible est celui qui, ayant entendu une opinion, la prend pour son compte, en repoussant systématiquement toutes les autres formules qui peuvent lui être présentées par la suite ; celui-là est un être ordinaire, un homme comme on en voit d'autres ; c'est même parfois un convaincu, ou plus encore un adepte sincère, mais sûrement pas une personnalité.

Personnalité est synonyme de création, car la première ne peut prétendre à être qu'à condition de créer.

Les trois quarts des hommes sont des esquisses rapidement faites sur la même image ; l'esprit des maîtres de la pensée déteint sur eux, et si quelques-uns s'élèvent au-dessus de la stricte moyenne, c'est qu'ils passent dans le sillon lumineux tracé par les grands penseurs qui les entraînent avec eux, les imprègnent de leurs opinions, les emportent et leur ravissent la personnalité.

La plus petite pensée, lorsqu'elle est neuve, la plus mince trouvaille, lorsqu'elle est personnelle, vaut cent fois mieux que la connaissance d'une théorie ardue et de haute portée qui n'est pas de soi et qui est donc une répétition, un stationnement, une inutilité.

Quiconque se persuade que la pleine connaissance de soi est nécessaire à la vie, que les gestes depuis longtemps appris ne forment qu'une obligation purement théorique, celui-là est grand, celui-là peut faire beaucoup, car on se connaît, il connaît l'humanité entière.

Mais les autres, les dociles, les suiveurs, les respectueux des opinions émises, que peuvent-ils faire ? Ils ne sont pas complètement nuls, car ils renforcent des parcelles de vérité, de justice et de liberté que d'autres ont fait connaître, mais ils renforcent souvent aussi les erreurs qu'ils prennent pour des vérités, ou une formule de servitude bien élaborée qu'ils prennent pour un essai d'organisation.

La plus stricte prudence est donc nécessaire pour les études à part ; chacun est appelé à se heurter à des difficultés sans borne, impossibles à démontrer, car une directive serait la négation de l'indépendance, et qu'il faut donc vaincre soi-même, sans l'aide d'un tiers, sous peine de rester ce qu'on est, c'est-à-dire des ébauches.

Tous les ouvrages les plus réputés doi-

### LA CRISE DU LOGEMENT

## Il faut construire

Nous avons signalé l'autre jour cet étrange sénateur, M. Japy, qui s'étonnait de l'attitude de l'Allemagne. Cette dernière avait le toupet de faire construire des habitations alors qu'elle ne payait pas ses « dettes » de guerre. C'est que l'Allemagne comprend mieux que nous que la question de l'habitation est primordiale. Et elle fait bâtir avant toutes choses, ce en quoi elle a bien raison.

En France aussi, il faudrait construire, plus rapidement qu'on ne le fait. Seulement, en France, le budget est plutôt employé au militarisme qu'au logement.

Parmi les efforts entrepris, signalons l'œuvre de l'Assistance publique, que nous indiquons M. Pierre Bertrand dans la Journée Industrielle.

« L'administration de l'Assistance publique du département de la Seine avait entrepris, avant 1914, la réalisation d'un vaste programme de construction d'habitations à bon marché. »

« Depuis la guerre, la construction des habitations à bon marché étant une opération devenue déficitaire, en raison des maxima fixés par la loi pour les loyers, l'Assistance publique, dont le budget est autonome, a jugé utile de laisser cette œuvre à la charge des collectivités. »

« Les habitations à bon marché en cours de construction avant la guerre ont été terminées et louées à des loyers normaux. C'est le cas d'un groupe comportant 118 logements, sis au 6 et 8, avenue du Parc-Montsouris, et d'un groupe plus important, comprenant 209 appartements, square Delambre. »

« D'autres immeubles ont été achevés et loués comme habitations à bon marché : rue Belliard, 74 logements ; rues Clignancourt et du Simphon, 95 logements ; rue Leibnitz, 226 logements ; rue Jeanne-d'Arc, 194 logements et rue Daguerre, 89 logements. »

« L'administration de l'Assistance publique, désirant remédier à la crise du logement, sans toutefois porter atteinte à son budget qui est le patrimoine des pauvres, a poursuivi, ces dernières années, son œuvre de construction. Elle a fait bâtir rue Compans un groupe d'immeubles pour la classe moyenne et, place Denfert-Rochereau et avenue du Maine, des immeubles de luxe. Les loyers ont été établis de façon à laisser un intérêt de 4 à 5 % net du capital engagé, l'amortissement étant calculé en 75 ans. »

« M. Mourier, directeur de l'Assistance publique, a l'intention de consacrer à la construction d'habitations pour la classe moyenne la plus grande partie des disponibilités financières de son administration, provenant notamment de la vente de terrains en banlieue. »

« Un projet vient d'être établi. Il concerne la construction d'un premier immeuble, rue Dhonin, comportant 25 appartements de 3 à 4 pièces et 20 chambres isolées. »

« Cet immeuble sera aménagé avec le confort moderne ; sans ascenseur toutefois, et les salles de bains non aménagées. Les loyers envisagés sont de 5.000 à 5.500 francs pour 4 pièces et de 3.500 à 4.000 frs. pour 3 pièces. »

« Le projet sera présenté à l'approbation du Conseil municipal au mois de novembre. Si l'opération réussit, d'autres immeubles du même type seront construits. »

M. Mourier est certainement un brave type, mais puisque le budget dont il a la garde est « le patrimoine des pauvres », il commet un véritable détournement de fonds quand il emploie cet argent à faire construire des immeubles de luxe et pour la classe moyenne. Des loyers de 3.500 frs. à 5.500 francs sont inabordables pour les ouvriers et même pour des catégories sociales plus aisées.

Pour remédier vraiment à la crise du logement, pour libérer les malheureuses familles qui sont des proies éternelles et sans défense des taudis, des garnis infects et des lieux meublés insalubres et coûteux, il faut construire davantage et avec des prix de revient qui permettent de fixer des loyers à la portée des salaires.

Au lieu d'enrichir scandalement des entrepreneurs, les administrations seraient mieux inspirées en confiant la construction aux coopératives ouvrières, sous le contrôle des organisations syndicales.

## Nos Échos

### Bêtise et inutilité.

Les gazettes nous disent qu'à Liverpool, vingt dames ont passé vingt ans à fabriquer une tapisserie pour le moulin à prières.

Que le dieu de saint Pierre les punisse en les faisant poireauter vingt fois vingt ans à la porte du paradis pour leur apprendre qu'il aurait été plus utile de confectionner des habits pour les petits Jésus qui n'en ont pas.

### A la manière de...

Le prince de Galles fait du camping. Il a passé la nuit de samedi à dimanche sous la tente, au camp de Wembley, avec 12.000 boys-scouts.

L'Angleterre avait déjà eu, il y a peu de temps, ce duc qui avait fait le wagon pendant quelques heures, en amateur, comme un chef du Bloc ouvrier et paysan.

Maintenant, c'est le « dauphin » qui s'agite sa réclame en utilisant « la telle étoile ».

Ohé les gueux, les sans-logis, les trimardeurs, les chômeurs, vous avez là un sérieux concurrent, un gâcheur de la misère. Désormais, vous n'aurez plus le droit de vous plaindre, un fils de roi sait ce que c'est que de passer la nuit dehors.

### Il ne désespèrent de rien.

Le « camarade » Tomsy, nous apprend l'Huma, vient de prononcer un discours sur l'unité au 3<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R. Entre autres excellentes choses, il nous sert ce

vent donc être pris à titre d'indication et non de sentence ; dans le premier cas, ils donnent la liberté et la grandeur ; dans le second, ils indiquent un chemin tout tracé, mais qui se termine par une impasse.

Renée d'AXEL.

morceau, qui paraît plutôt assez refroidi : « A l'heure actuelle, la classe ouvrière est très combattive. »

On a le droit de se demander en lisant une pareille anerie, dans quel milieu vivent les oracles qui donnent de la gueule à ce Congrès dit syndical. C'est à croire que le bon sens a quitté pour toujours les cieux du makhovisme, et que la tartuferie la plus complète éclaire ou plutôt obscurcit le crâne des malheureux déistes qui veulent bien se donner la peine de travailler pour les pauvres ignorants que nous sommes.

Car si la classe ouvrière est combattive aujourd'hui, que sera-ce, Seigneur ! lorsqu'elle voudra bien ne plus dormir et s'arracher de sa léthargie ?

Mais, hélas ! il faut bien user d'un peu de démagogie pour faire l'admiration du troupeau, et dire à celui-ci qu'il est ardent et batailleur, alors qu'il est incapable d'aucune action réelle pour faire face à l'offensive du capitalisme.

A moins toutefois qu'en flâtant le prolétariat, ces farceurs de l'I. S. R. ne veuillent se moquer de lui tout bonnement !

### Après le pillage... l'assaut.

On dirait vraiment que l'Internationale syndicale rouge forme tout un haut état-major dont Tomsy serait le grand chef. Après sa trouvaille de la combattivité ouvrière, voilà-t'y pas que notre général en carton-pâte nous sert ce mets délicieux : « Notre artillerie ayant chassé de Moscou les réformistes, il nous faut enlever à la batonnnette la citadelle d'Amsterdam. »

Hein ! est-ce trouvé cela ? Parions que la seule vision de la garde rouge présente sans doute aux séances, lui aura insufflé ces paroles légendaires.

Quel dommage que le génie des batailles et de la conquête du monde n'ait pu lui inspirer cette phrase encore plus fautive : Syndicalistes bolcheviks, souvenez-vous que du haut du Kremlin les hordes et les cosaques de Pierre-le-Grand et de la non moins grande Catherine de Russie vous contemplant, et vous criez d'anéantir les amsterdams et leurs patrons capitalistes ! car cela aurait été très bien, et l'histoire eût légué à la postérité le nom du maréchal et grand stratège Tomsy.

Proletariats d'ici et d'ailleurs, groupez-vous tous autour de l'I. S. R. dont l'état-major, après un bon pillage méthodique des tranchées ennemies, saura vous conduire à l'assaut définitif, à l'assaut à l'arme blanche, jusqu'au cœur même de la forteresse du mieux monde.

## La Vie des Lettres

### Joseph Conrad est mort

Joseph Conrad est mort. Il s'est éteint avant-hier matin dans sa propriété des environs de Canterbury. C'est, sans conteste, un des plus puissants écrivains anglais qui s'en va.

J'ai consacré une récente chronique (12-7-24) à la vie et à l'œuvre du romancier. Plutôt que répéter ce que nous avons dit, relisons une des larges œuvres de Conrad : « Lord Jim », « Typhoon », « Foe Almay », « Sous les yeux de l'Occident », « La Flèche d'or », « Notes sur la Vie et les Lettres ».

### NOTULES :

— On annonce des rééditions : « L'Affaire Larcier », par Tristan Bernard ; « L'Assassin naturel », par Rosny aîné ; « Le Lac de Venus », par Nicolas Ségur.

— Dans l'« Intransigeant », Mme Blancher Vogt nous parle de Rachilde. Elle l'interroge : « Rachilde, racontez-moi votre vraie vie ! Elle se mit à rire si fort que tout le monde se retourna. Puis elle dit : « J'ai bien travaillé, voilà ! »

« Ca, je ne l'ignorais point. Elle a, pour personnelle richesse, trente-neuf volumes jaillis de son génie, qui tiennent de l'Enfer et du séjour des anges. A l'âge de douze ans, elle commençait son œuvre. Elle écrivait au clair de lune, car « on la privait de lumière », note André David, son biographe. A quatorze ans, elle envoie des nouvelles, des feuilletons aux journaux régionaux et — voilà bien pour les mettre à honneur — les journaux régionaux les publient.

« A vingt et un ans, elle décide de gagner son pain. Elle quitte son castel périgourdin ; elle pense que ce serait renier ses origines qu'elle ne point tenter la belle aventure. N'est-elle point fille d'un hardi capitaine et arrière-petite-fille d'un docteur chanoine qui laissa l'obédience pour l'amour ?

« Mais ses premiers livres, traqués, dénoncés, vilipendés par les uns, ensemencés par les autres, lui rapportent deux cents francs en deux ans !

« Alors, pour vivre, elle fait du journalisme. Et elle qui joue de l'épée et du pistolet comme un homme, est toute tremblante de peur quand elle doit affronter ce personnage froid, indérivable, relatif dans sa puissance : le secrétaire de rédaction.

« C'était chaque fois la même émotion, dit-elle. Je suis restée souvent plus de cinq minutes derrière la porte. J'attendais que les battements de mon cœur fussent redevenus raisonnables pour entrer et offrir ma petite marchandise.

« Elle s'inquiète : « Est-ce que les secrétaires de rédaction sont toujours aussi antiféministes ? Quel mal j'avais à leur faire accepter mes « papiers » ! Encore ne passaient-ils pas toujours ! »

« Mais je les ai « eus », conclut-elle. Je me suis battue ! Pour m'imposer, la boxe m'a été aussi utile que mon talent. »

## Où aller ce soir ?

### Théâtres lyriques

OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Carmen. GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : Les Vingt Huit Jours de Clarette.

### Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Gringoire ; L'Avare. RENAISSANCE. — 21 heures : L'Enlèvement. NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 45 : Le Mystérieux Jimmy.

### COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES

21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine. Cabarets artistiques

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Arts). — A 21 heures : Les chansonniers Géo Robert, Dornano, Brubach, Line de Tarbes et Louis Loral. Spectacle d'art et d'éducation.

LE PERCHOIR. — 21 heures : L'Antenne magique. LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

LE PIERROT NOIR (11, rue Germain-Pilori). — Dracô et les chansonniers.



# A travers le Monde

## ANGLETERRE

### A LA CHAMBRE DES COMMUNES

Londres, 4 août. — Plusieurs questions de politique étrangère ont été posées au gouvernement, cet après-midi, à la Chambre des Communes.

### La Conférence anglo-russe

A un député qui lui demandait des renseignements sur la Conférence anglo-russe, le premier ministre a répondu qu'il était dans son intention de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les rapports relatifs à cette conférence avant que le débat général sur les résultats des négociations ne soit soulevé au Parlement.

### Traité secret entre le Japon et les Soviets ?

Puis M. MacDonald déclara, en réponse à une question du vicomte Curzon, que son attention avait été attirée sur la nouvelle selon laquelle un traité secret aurait été signé entre le Japon et la République des Soviets, mais que jusqu'ici il n'apparaissait que cette nouvelle était purement fantaisiste.

### La situation en Irlande

Il fut ensuite question de la situation en Irlande. M. J. H. Thomas, ministre des Colonies, révéla qu'il allait se rendre ce soir même à Dublin et que le gouvernement ne serait pas à même de faire une déclaration à ce sujet avant mercredi prochain.

### Les accords interalliés

Puis M. MacDonald déclara, en réponse à une question posée par M. Lloyd George, a déclaré qu'un accord était intervenu samedi dernier entre les alliés sur certaines questions soulevées par le rapport des experts, et que les documents qui constituent cet accord sont actuellement entre les mains des membres du comité juridique.

M. MacDonald ajouta que trois accords étaient actuellement en préparation afin d'être soumis le plus tôt possible à la signature des pays intéressés :

1° Un accord entre le gouvernement allemand et la C. D. R. concernant les questions qui sont de la compétence de la C. D. R. ;

2° Un accord entre les gouvernements alliés et le gouvernement allemand concernant certaines questions qui exigent un accord direct entre ces gouvernements ;

3° Un accord entre les gouvernements alliés eux-mêmes réglant des questions d'intérêt interalliés.

Après avoir donné quelques détails sur les accords intervenus entre alliés, détails qui ont déjà été publiés par la presse française, M. MacDonald déclara que l'effet de l'accord serait de créer un nouvel esprit de coopération de chaque côté et que quelques points qui peuvent avoir été laissés en suspens, étant donné l'impossibilité de les régler dans l'état actuel de l'esprit public, pourraient devenir négociables par un changement de cet esprit.

## ALLEMAGNE

### BELLE JAMBEE !

Berlin, 4 août. — Le ministre du travail du Reich a reçu aujourd'hui les représentants des grandes organisations syndicales.

Il a examiné avec eux le problème de la journée de huit heures.

Si les ouvriers attendent du bon vouloir d'un ministre, agent des industriels, la satisfaction de leurs besoins, ils sont bien naïfs. L'action directe nous sourit mieux.

### MANIFESTATION A BERLIN

Berlin, 4 août. — Lors des incidents qui ont eu lieu hier devant le Reichstag, où de jeunes communistes essayèrent à différentes reprises de troubler l'ordre, 48 personnes furent arrêtées. Dans la cohue, plus de 300 personnes s'évanouirent.

En quittant la place, devant le Reichstag, un groupe de communistes attaqua quelques agents de la shuppo. Un de ceux-ci fut grièvement blessé de plusieurs coups de couteau.

## HONDURAS

### UNE NOUVELLE REVOLUTION

Washington, 4 août. — Une nouvelle révolution a éclaté au Honduras. A la tête du mouvement insurrectionnel se trouve

Ferrara, chef de la révolution précédente contre le gouvernement provisoire, formé entre les deux factions.

Un message de Tevugaipa déclare que les groupements de troupes près des frontières salvadoriennes, ainsi que les autres manœuvres, n'ont aucun rapport avec la situation politique du Salvador.

## Avec le Comité d'action

### A RENNES

Depuis le Congrès de la 6<sup>e</sup> région un conflit important met aux prises, dans toute la Bretagne, syndicalistes et communistes. Bien entendu, la C.G.T.U. a pris position contre les premiers et tous ses efforts tendent à assurer, sur les ruines du syndicalisme, le succès des derniers.

C'est sans doute pour atteindre plus sûrement ce but que le Comité d'action, ce nouveau veau à sept têtes a organisé partout les réunions de la semaine internationale sans en référer à l'Union régionale dont la propagande constitue pourtant la tâche essentielle.

Les résultats obtenus attestent que cette méthode n'est pas la bonne.

On aura du mal à faire croire à Rennes par exemple, que les fameuses masses étaient si impatientes, qu'il ait été nécessaire d'avancer d'un jour la réunion fixée au 30 juillet. Aux dernières nouvelles, nulle dépêche n'indiquait que les communistes américains se soient mis en marche sur la capitale pour prendre le pouvoir. On a bien constaté que l'antique cité bretonne n'avait pu fournir que 200 auditeurs aux prestigieux orateurs du P. C. mais personne n'a cru que les citoyens de la capitale de la libre Armorique étaient allés rejoindre les 110.000 électeurs de Vaillant-Couturier qui marquent toujours le pas à la barrière de l'ectroi parisien.

Ce fut un sourire fiasco et la réunion de Saint-Etienne fut un four plus noir encore. Voilà à quoi aboutissent la division et le triomphe du Parti de Semard sur les Syndicats.

### A BREST

Ici, la C.G.T.U. s'est particulièrement distinguée. Le meeting, annoncé depuis 8 jours par affiches — dont la plupart sont depuis longtemps recouvertes — est organisé sans le concours de l'Union départementale unitaire. Non seulement, on dédaigne cet organisme, on le tinte à l'écart, mais encore on désigne comme délégué régional et orateur dans la tournée un membre de la minorité communiste de l'Union, le camarade Léo Marchand, propagandiste du Parti. L'union unitaire, ainsi faufouée, demande alors à la minorité de lui envoyer quelqu'un pour défendre le syndicalisme dans cette ville de Brest, qui compte naguère près de 15.000 syndiqués dont 1.200 subsistent à peine.

C'est ainsi que Besnard se trouva à Brest le 1<sup>er</sup> août.

Que dire de ce meeting auquel assistèrent comme à Rennes, 300 auditeurs, à peine ?

Il nous fut donné pourtant de faire quelques constatations importantes. Contrairement à ce qui se passe habituellement, les orateurs communistes se tinrent sur une prudente réserve. Après que Caonach, des Instituts, eut relaté les origines et les responsabilités de la guerre, que Léo Marchand eut traité la question de l'armistice, Crémieux, généralement moins bien inspiré lorsqu'il écrit dans l'Humanité, vint prêcher l'union des travailleurs et s'éleva contre « les traîtres de tous les Partis qui avaient livré la classe ouvrière au capitalisme en 1914. C'est alors qu'un bougre s'avisa de dire : et Cachin ? »

Sans l'ombre d'une hésitation, Crémieux exécuta le député de la Goutte-d'Or et le tourna dans le même sac que Renaudel. A la place de Cachin, je ne serais pas tranquille du tout.

Quelques considérations sur la charte d'Amiens, interprétée d'ailleurs fort restrictivement et la parole fut donnée à Besnard, après que Bazin se fut réservé pour la réplique. La tâche de notre camarade était d'autant moins facile que les orateurs précédents s'étaient bien gardés de traiter les questions comme ils le font habituellement et que Bazin, qui devait examiner celle de la « Dictature du prolétariat » remettait son exposé à plus tard.

Après avoir pris acte de tout cela, Besnard indiqua qu'il se trouvait donc dans l'obligation de placer son intervention uniquement sur le terrain doctrinal, de mettre face à face le syndicalisme et le commu-

nisme. C'est ainsi qu'il définît les buts et moyens d'action du syndicalisme, qu'il déterminait son rôle dans les événements actuels, dans l'action et l'organisation de la révolution, qu'il démontra que celle-ci serait l'œuvre des travailleurs et que ceux-ci, sans les lumières de l'élite communiste étaient parfaitement capables de la défendre, d'organiser la production, la réputation et les échanges sans le concours de l'Etat prolétarien, sans imposer la dictature dont il exposa le véritable caractère.

Parfaitement compris par une salle attentive, Besnard amena son contradicteur avant la lettre à déclarer que le syndicalisme était bien la force essentielle de la révolution, que l'élite du prolétariat était bien en lui-même et non au dehors.

Dans sa réplique, Bazin ne put infirmer aucun point de la démonstration serrée de Besnard.

Loin des foudres de l'Exécutif et des regards inquisiteurs de « l'œil de Moscou », Bazin se déclara même en accord presque complet avec son contradicteur.

Dans une brève intervention, Besnard apporte les précisions nécessaires sur la Charte d'Amiens prise dans son sens intégral et montra le rôle joué par tous les politiciens dans la question de l'armistice.

Il termina en demandant aux travailleurs brestoils d'unir leurs efforts pour libérer les emprisonnés, ici et partout, et de ne compter que sur eux-mêmes pour leur affranchissement.

Nous avons eu, à Brest, une preuve que les communistes savent « filer doux » lorsqu'ils les circonstances l'exigent.

S'ils étaient partout obligés de compter avec les syndicalistes, si ceux-ci au lieu de désertir la bataille comme ils le font trop souvent, la livraient courageusement, la situation ne tarderait pas à se modifier.

Quand nous le voudrions dans la 6<sup>e</sup> Région, nous prendrions le dessus en dépit de toute la partialité du bureau confédéral. Que les syndiqués, que les syndicats s'attellent à la besogne et bientôt à Saint-Etienne, comme à Lyon, le syndicalisme triomphera, en dépit des efforts de l'Hydre communiste.

### L'ARMORICAIN

## LEURS DIVIDENDES

### TOMBE D'UN ECHAFAUDAGE

M. Hippolyte Tremet, âgé de trente ans, demeurant 46, avenue des Gobelins, à Paris, qui se trouvait ce matin sur un échafaudage, rue Gabrielle, à Charenton, est tombé du quatrième étage, et s'est fracturé le crâne. Il est mort à l'hôpital Saint-Antoine où on l'avait transporté.

### EGRASE PAR UN WAGON

A quinze heures, à l'atelier du petit entretien du P.-L.-M., à Villeneuve-Prairie, M. Antoine Chandeure, 46 ans, sous-chef d'équipe des ouvriers des ateliers, a été tamponné par un wagon en manœuvre. La mort fut instantanée, et le cadavre a été transporté au dépôt mortuaire de la Compagnie à Villeneuve-Triage.

## A TRAVERS LE PAYS

### DRAME DE LA MISERE

Blois, 4 août. — La Cour d'assises du Loiret-Cher a condamné cet après-midi, pour infanticide, à deux ans de prison avec sursis, Mlle Lize Martha, 23 ans, aide de culture, née et demeurant à Saint-Rimay (Loiret-Cher).

Cette jeune femme avait accouché clandestinement, dans la nuit du 10 décembre 1923, d'un enfant du sexe féminin, qu'elle avait tué en lui plongeant, durant dix minutes, la tête dans un seau d'eau. Puis elle avait jeté le cadavre dans un trou de rocher, où il fut découvert.

C'était peut-être le dernier chez lequel elle travaillait qui l'avait rendue mère, et c'est bien triste de voir que des jurés osent condamner une malheureuse qui préfère donner la mort à un nouveau-né plutôt que de le condamner à supporter une existence aussi pénible que la sienne. Vivante, la pauvre petite fille aurait peut-être été réduite plus tard à subir le même sort que sa mère. Honte aux jurés qui condamneront !

### LES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES

#### Deux époux grièvement blessés

Saint-Etienne, 4 août. — En rentrant du meeting de Lyon, une automobile conduite par M. Cordonnier a capoté au virage de la Madeleine. Le conducteur et sa jeune femme qui l'accompagnait, ont été grièvement blessés.

petite chambre, qu'il ne put s'empêcher de comparer au magnifique appartement de Louise. Au moment où il sortit de chez Mme de Bargeton, le baron du Châtelet y arriva, revenant de chez le ministre des Affaires étrangères, dans la splendeur d'une mise de bal. Il venait rendre compte de toutes les conventions qu'il avait faites pour Mme de Bargeton. Louise était inquiète, ce luxe l'épouvantait. Les mœurs de la province avaient fini par réagir sur elle, elle était devenue méticuleuse dans ses comptes ; elle avait tant d'ordre, qu'à Paris elle allait passer pour avare. Elle avait emporté près de vingt mille francs en un bon du receveur général, en destinant cette somme à couvrir l'excédant de ses dépenses pendant quatre années ; elle craignait déjà de ne pas avoir assez et de faire des dettes. Châtelet lui apprit que son appartement ne lui coûtait que six cents francs par mois.

— Une misère, dit-il en voyant le haut-le-corps que fit Nais. Vous avez à vos ordres une voiture pour cinq cents francs par mois, ce qui fait en tout cinquante louis. Vous n'aurez plus qu'à penser à votre toilette. Une femme qui voit le grand monde ne saurait s'arranger autrement. Si vous voulez faire de M. de Bargeton un receveur général, ou lui obtenir une place dans la maison du roi, vous ne devez pas avoir un air misérable. Ici, l'on ne donne qu'aux riches. Il est fort heureux, dit-il, que vous ayez Gentil pour vous accompagner et Albertine pour vous habiller, car les domestiques sont une ruine à Paris. Vous mangerez rarement chez vous, lancée comme vous allez l'être.

Mme de Bargeton et le baron causèrent de Paris. Châtelet raconta les nouvelles du jour, les mille riens qu'on doit savoir sous

## En lisant les autres...

### Ah ! ces disciples du Christ !

Mgr Marty qui est évêque de Montauban et non pas député du Bloc ouvrier-paysan, car tous les Marty ne peuvent pas être députés comme l'ancien officier, mécanicien, dont Mgr Marty écrit parfois de fort belles lettres, ces lecteurs du *Libertaire* qui ne se gargarisent pas tous les jours avec de la prose épistolaire seront donc enchantés de lire ce petit morceau.

« De toutes parts, la France applaudit. En votre nom comme au nôtre, Nos Très Chers Diocésains, Nous applaudissons, Nous aussi, et Nous appelons de tous nos vœux une résistance unanime, organisée, ferme, irréductible, qui commence aux plus hauts sommets de l'Eglise de France pour s'étendre jusqu'au plus humble de ses hameaux ».

N'avons-nous pas, en effet, les mêmes raisons que nos chères provinces reconquises, de nous indigner, de nous soulever et de défendre nos saintes libertés ?

L'Alsace et la Lorraine ne veulent pas que le laïcisme entre chez elles, parce qu'elles sentent bien qu'il y exercerait dans les âmes et dans les familles les plus désolants ravages. Serait-ce parce qu'il fait, chez nous, depuis près d'un demi-siècle, son œuvre de destruction morale et matérielle, que nous serions dispensés de lutter ouvertement contre lui ! Mais c'est une raison plus pressante encore de nous lever enfin, d'unir toutes nos forces et de lutter contre lui comme on lutte quand on ne veut pas mourir.

Au surplus, que vaudraient nos applaudissements à ceux qui résistent, si nous ne résistons pas comme eux ? Notre inaction accuserait peut-être nos applaudissements d'insincérité. Mais nos applaudissements, à coup sûr, frapperaient notre inertie de la plus sévère condamnation.

Et qu'attendre de cette étrange dualité : deux provinces luttant contre le laïcisme et toutes les autres courbes sous son joug odieux ?

Le succès n'est et ne peut être évidemment que dans la lutte à laquelle Nous vous convions plus que jamais pour le salut de notre chère France.

Le mot de Jeanne d'Arc est toujours vrai : « Bataillons, et Dieu donnera la victoire », même si la bataille d'abord couvrait quelques prisons. La liberté catholique est née, non point dans un palais ou dans un Parlement, mais au pied de la Croix, sur le Calvaire. Et ce ne sont ni les diables ni les habiles, mais les saints et les martyrs qui l'ont gardée au monde.

Voyez-vous ce saint évêque qui parle de soulever ses fidèles et de tout casser, qui mène un raffut de tous les diables contre l'oppression de l'Etat laïque, tout comme un de ces vulgaires bandits anarchistes que nous sommes. Ah ! si c'étaient des ouvriers protestant contre la rapacité patronale, ce digne Monseigneur ne se mettrait pas en nage pour noircir un morceau de papier aux armes de l'évêché. Il attendrait bien tranquillement que la police vienne disperser toute cette racaille. Et ce coco-là parle de la croix et du calvaire. O hypocrisie des temps !

### Le point de vue d'un sage

Dans *Paris-Soir*, Sirius, avec beaucoup d'humour, nous donne son point de vue sur une foule de questions pour lesquelles les pauvres humains se déchirent depuis pas mal de temps.

Le point de vue de Lovelace, grand triomphateur en amour, n'est pas le même que celui de l'infamie. Qu'en pensez-vous ?

Le point de vue de l'lecteur qui, dédaigneusement, accorde un coup d'œil à son journal favori, n'est pas celui de l'écrivain qui imagine que le monde entier a les regards fixés sur sa prose.

Le point de vue du romancier qui n'a pas de talent et connaît néanmoins les forts tirages, n'est pas semblable au point de vue de l'auteur général mais méconnu.

Le point de vue de l'homme d'affaires, du remuant et remueur brasseur d'argent, du boursier, de l'industriel, du commerçant, n'est pas du tout celui du doux rêveur, amoureux du far niente qui a passé sa vie et ses vaines agitations à leur juste point.

Le point de vue du gouvernement n'est certes pas celui du gouverné.

Le point de vue du dictateur, qu'il soit de Moscou, de Rome ou de Madrid, n'est pas, oh ! mais pas du tout ! celui des masses dont il prétend faire le bonheur, à coups de trique.

Le point de vue de l'homme de la campagne n'est pas celui du citadin qui s'étiole sur l'asphalte.

Le point de vue de M. Mercanti n'est pas celui de M. Gousset-Vide.

Le point de vue de M. Vautour n'est pas celui du localiste jeté à la rue, pour cause d'impécuniosité.

Le point de vue de l'individu qui se réfugie sur les hauteurs et plonge ses regards apitoyés sur notre triste fange !

« Il vaut mieux être à genoux qu'à plat-vent ».

tre », dit un proverbe palagon. Il vaut mieux être debout sur ses jambes qu'à genoux. Il vaut mieux fendre l'air comme l'éclat qu'à ramper sur le sol.

De très haut, on voit très clair. On juge mieux. Et ça n'empêche nullement de s'amuser. Vous murmurez, je crois, qu'à vouloir trop s'élever on risque le vertige et la dégringolade. C'est un point de vue.

En réalité, dans ce vaste et creux univers, il n'y a ni haut ni bas.

Vous ajoutez, si j'entends bien, que cette cime à laquelle j'ai le culot de prétendre est celle de l'infatuation.

C'est encore un point de vue.

C'est peut-être le vôtre.

C'est pas le mien.

Ce Sirius a une philosophie des hommes et des choses tout à fait plaisante, et il serait à souhaiter que notre concour *l'Humanité* soit en possession d'un journaliste de cette trempe pour nous faire avaler avec un peu de facilité sa mixture idéologique.

Il nous semble cependant que ce personnage énigmatique qui prend actuellement ses ébats dans *Paris-Soir*, a dû fréquenter durant de longues années les milieux orthodoxes, car il a l'air de bougrement connaître les requins et poissons de toutes tailles qui s'agitent dans les eaux du moscovisme.

Parions que notre homme faisait partie il n'y a encore pas très longtemps, de l'équipe de l'*Égalité* cette fleur policière qui s'est éteinte après quelques mois d'existence.

## La comédie de Londres

### LES NEGOCIATIONS AVEC LA C. D. R.

Les négociations des Allemands avec la Commission des réparations pour les clauses du plan Dawes, qui sont de la compétence de l'organisme de l'Hôtel Astoria, auront lieu parallèlement avec les négociations des gouvernements alliés avec le gouvernement allemand.

La Commission des réparations se réunira demain et, sans doute, commencera le matin même l'audition des Allemands. Demain matin également, la délégation allemande ayant pris connaissance du protocole qui lui sera remis, pourra ultérieurement tenir séance avec les représentants des gouvernements alliés.

On peut envisager d'ailleurs que non seulement les négociations de la C. D. R. et des gouvernements alliés seront parallèles, mais qu'elles pourront même être simultanées. Rien n'empêche le gouvernement allemand de charger certains de ses délégués de traiter spécialement avec la Commission des réparations.

### LES QUESTIONS RESERVEES

Naturellement, les questions de l'évacuation militaire de la Ruhr et de la zone de Cologne ne seront pas traitées dans la conférence puisqu'elles ne font partie du programme de celle-ci. Mais il est certain qu'il aura des échanges de vues directs entre les alliés et la délégation allemande au sujet de la première de ces questions (évacuation de la Ruhr).

### LES ALLEMANDS ARRIVENT

#### DEMAIN MATIN

Londres, 4 août. — Demain matin la délégation allemande sera là, à midi, dans une séance plénière de pure forme, M. Ramsay MacDonald, agissant en tant que président de la Conférence, remettra aux Allemands le protocole arrêté par les alliés, et dont certaines parties doivent recevoir l'agrément de l'Allemagne, après leur avoir souhaité la bienvenue.

### LA DISCUSSION SUR L'ARTICLE 231

#### DU TRAITE DE VERSAILLES EVITEE

Nous avons signalé que dans la séance que les chefs des délégations alliées avaient tenue ce matin, on avait pris certaines précautions pour que la Conférence ne fut pas amenée à sortir de son cadre.

M. Stresemann remonte volontiers dans ses discours aux responsabilités de la guerre, mettant en cause l'Article 231 du Traité de Versailles (Culpabilité de l'Allemagne). « Je n'aimerais pas entendre un discours de cette sorte », a dit M. Herriot. « Je suis de votre avis », répondit M. MacDonald, l'estime même que dans une conférence technique comme celle-ci, il ne doit pas y avoir de discours du tout. »

Domage, c'est été pourtant très intéressant !

## Amis lecteurs

abonnez-vous !

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 5 AOUT 1924. — N° 48.

# Illusions perdues

par Honoré de Balzac

## DEUXIEME PARTIE

### Un grand homme de province à Paris

— Cher petit, je resterai si tu veux, nous nous perdrons et resterons sans appui. Mais, quand nous serons également misérables et tous deux repoussés ; quand l'insuccès, car il faut tout prévoir, nous aura rejetés à l'Escarbas, souviens-toi, mon amour, que j'aurai prévu cette fin, et que je t'aurai proposé d'abord de parvenir selon les lois du monde en leur obéissant.

— Louise, répondit-il en l'embrassant, je suis effrayé de te voir si sage. Songe que je suis un enfant, que je me suis abandonné tout entier à ta chère volonté. Moi, je voulais triompher des hommes et des choses de force ; mais, si je puis arriver plus promptement par ton aide que seul, je serai bien heureux de te devoir toutes mes fortunes. Pardonne ! j'ai trop mis en toi pour ne pas tout craindre. Pour moi, une séparation est l'avant-coureur de l'abandon ; et l'abandon, c'est la mort.

— Mais, cher enfant, le monde te demande peu de choses, répondit-elle. Il s'agit seulement de coucher ici, et tu demeureras

tout le jour chez moi sans qu'on y trouve à redire.

Quelques caresses achevèrent de calmer Lucien. Une heure après, Gentil apporta un mot par lequel Châtelet apprenait à Mme de Bargeton qu'il lui avait trouvé un appartement rue Neuve-de-Luxembourg. Elle se fit expliquer la situation de cette rue, qui n'était pas très éloignée de la rue de l'Echelle, et dit à Lucien :

— Nous sommes voisins.

Deux heures après, Louise monta dans une voiture que lui envoyait Châtelet pour se rendre chez elle. L'appartement, un de ceux où les tapissiers mettent des meubles et qu'ils louent à des riches députés ou à de grands personnages venus pour peu de temps à Paris, était somptueux, mais incommode. Lucien retourna sur les onze heures à son petit hôtel du *Gaillard-Bois*, n'ayant encore vu de Paris que la partie de la rue Saint-Honoré qui se trouve entre la rue Neuve-de-Luxembourg et la rue de l'Echelle. Il se coucha dans sa misérable

(A suivre.)



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Discutons sur l'autonomie

Oui, il faut en discuter sans acrimonie. Nul n'ignore que le syndicalisme subit une crise qui met sa vie en péril, qu'un chaos profond, une confusion immense, règnent dans le mouvement ouvrier, dont les causes sont connues de tous.

Aussi croirait-on que tous ceux qui souffrent d'un tel marasme et sont intéressés à faire cesser au plus tôt un tel état de choses, conjugueraient leurs efforts, agissant dans l'intérêt commun pour tenter de résoudre ce difficile problème.

Hélas ! si certains font de louables efforts, d'autres semblent se contenter d'user d'une continuité et stérile critique, qui complique au lieu de résoudre. Une méfiance entre les individus, un discrédit formidable sur le Syndicalisme a été jeté. Il faudrait à ces deux maux le remède approprié, c'est-à-dire la confiance et l'affirmation en la valeur du Syndicalisme. Au lieu de cela, on aggrave la méfiance et la confusion. Pour le bien du Syndicalisme, il serait souhaitable qu'il en fut autrement. Le plus grave, c'est que sous prétexte que cela ne va pas bien, on envoie tout promener, ou encore parce que la thèse qu'on a présentée n'a pas été totalement admise ; on fait montre de mauvaise humeur, voire de rancune.

A quoi riment ces grincements de dents, cette mauvaise humeur en pareille matière et entre militants sincères et convaincus ? Pourquoi quitter la belle route de la libre discussion pour emprunter l'étroit et tortueux sentier de la chance ? N'est-ce pas lamentable ? Ne serait-ce pas préférable que l'harmonie préside dans l'esprit de ceux qui se sont donné la noble et courageuse tâche de sauver le Syndicalisme ? Trop d'ennemis ne sont-ils pas intéressés et acharnés à sa perte pour que ses défenseurs commettent la faute de les aider en se heurtant et en se déchirant entre eux ?

On ne doit pas oublier que nos adversaires ne ratent jamais l'occasion de profiter de nos zézais ; aussi avons-nous intérêt à les empêcher.

L'heure du péril doit trouver les hommes unis et non divisés. S'il faut éviter les haines et les stériles chicanes, cela ne veut pas dire que la discussion, la critique soient interdites. Toujours elles seront utiles. Mais il y a une manière pour les faire. L'examen de thèses en présence ne doit pas avoir pour but le succès de telle ou telle personnalité, mais le choix du meilleur moyen susceptible de donner promptement le plus grand résultat. Certains militants qui se targuent de leur sincérité et désintéressement oublient trop que leurs adversaires pourraient s'en réclamer aussi. Il apparaît nettement, en la période difficile que nous traversons, que la bonne volonté, la sincérité, le sang-froid sont de rigueur. Si on oublie ces éléments essentiels, on va à l'encontre du but que se sont tracés les véritables défenseurs du Syndicalisme.

Il me semble bien que Guigui a failli à cette règle, et n'a pas tenu compte de toutes ces considérations dans la réponse déconcertante qu'il a faite dans *Le Libérateur* sur la question d'autonomie.

Il met dans sa réponse des termes inopportuns et blessants, comme s'il écrivait sous l'impulsion de la colère ou du dépit ; certaines phrases ont une allure d'accusation. C'est même un véritable et implacable réquisitoire qu'il a prononcé contre la Minorité, en même temps d'ailleurs que son oraison funèbre. Il est vrai que d'autres avant lui ont déjà usé du moyen — ce qui n'empêche point celle-ci de se porter assez bien. Tout de même, je me demande s'il n'eût pas été préférable de laisser cette besogne à nos adversaires, qui s'en chargent assez bien. En tous cas, se couvrir de la faiblesse du voisin pour masquer la sienne me paraît une piètre excuse, d'autant plus que la minorité n'a jamais refusé d'accueillir les bonnes volontés qui ont bien voulu se manifester.

Pour les événements du 11 janvier, Guigui en parle d'une façon qui peut prêter à la pire confusion. J'ignore les mobiles exacts qui l'ont incité à écrire cela, mais le rôle qu'il entend nous faire jouer en cette délicate affaire, je le crois cependant qu'il n'ignore pas que la commission d'enquête, ainsi que la mesure prise à l'égard d'un des responsables, est l'œuvre de la Minorité ou de ses militants.

Qui empêche Guigui de se servir des résultats acquis en cette affaire par la Minorité ?

Sur les questions d'unité et d'autonomie, je pense qu'elles sont assez compliquées pour qu'il n'y ait pas lieu d'accuser de démagogie ou de bluff les partisans de l'une ou l'autre méthode. Pour ma part, je penche plutôt pour l'unité. Si je ne me fais aucun doute sur la bonne foi de Guigui lorsqu'il défend l'autonomie, je pense qu'il me rendra la pareille lorsque, malgré toutes les complications, il défendra l'unité. Il sait bien que ce n'est pas par intérêt personnel ni par sympathie pour les dirigeants confédéraux que je reste à la C. G. T. U. ; si j'y reste, c'est pour défendre le patrimoine moral et matériel des syndiqués. Je n'ai pas encore perdu l'espoir que les excès, les malversations, les violations et autres malpropres des chefs n'écarteront un jour les ouvriers. Je me souviens toujours que notre ténacité contre les réformistes aboutit à arracher de leurs mains notre belle Fédération. Je me crois autorisé à reprocher à Guigui et ses amis de ne pas avoir été assez persévérant en ce qui concerne leur Fédération.

Que Guigui ne se fâche pas ; je crois que si jamais l'autonomie se généralisait, ce serait plutôt par la maladresse et les provocations des politiques confédéraux, que par la méthode et l'exemple des syndicats autonomes, car malheureusement certains de ces derniers ne peuvent pas faire grand chose. Je regrette qu'ils se soient jetés dans cette voie en laissant par ailleurs le champ libre aux naufrageurs du Syndicalisme. Je n'aurais pas ces choses à la tête ; l'autonomie ne reste pour moi qu'un moyen provisoire qui vise à réaliser l'unité. Morcelée, sans méthode ni lien, elle ne peut aboutir qu'au corporatisme étroit, agrandissant l'égoïsme entre les individus

lesquels par leur isolement, perdent l'habitude de la solidarité, de l'entraide.

Donc, si l'autonomie vise à l'unité, malgré toutes les complications, ainsi que l'évidente mauvaise volonté de militants des deux côtés, entraînant sournoisement sa réalisation, je crois toujours qu'en s'adressant aux travailleurs, par l'intermédiaire de comités mixtes, locaux, départementaux et fédéraux, les événements aidant, il sera possible de fusionner les deux forces ouvrières en une seule. Quoi qu'il en soit, les deux méthodes peuvent être discutées, mais sans colère ni parti pris, sans haine.

Elevons nos pensées dans la discussion, ne les rabaissons pas dans la chicanerie.

LE PEN.

DANS LE S. U. B.

### Les paveurs et aides se préparent à la bataille

Conformément à leurs décisions de jeudi dernier, les paveurs et aides sont bien décidés à entrer dans la lutte et à la mener jusqu'à complète satisfaction.

Pour se préparer à cela, les rangs de l'organisation grossissent et nous espérons bien que ceux qui n'y sont pas encore ne tarderont pas à y venir.

Les camarades paveurs savent pertinemment qu'ils ont en face d'eux un rude adversaire bien outillé pour la lutte ; mais ils vaincront quand même, grâce à leur solidarité et à leur confiance, car ils savent que leur demande est légitime et nécessaire à la subsistance de leur famille.

Aussi, camarades, continuez la propagande et l'agitation sur vos chantiers, pour que le 10 août nous soyons nombreux pour prendre les décisions d'action que nécessitent la situation.

Le Conseil de Section.

N. B. — Une délégation se tient à la disposition des patrons pour discuter du cahier des revendications déposé.

### Chez les plombiers-poseurs

Les camarades ayant composé la C. E. et la Commission de contrôle, ainsi que les trésoriers de la grève dernière, sont invités à se réunir ce soir mardi 5 août, à 18 heures, bureau 15, 4<sup>e</sup> étage.

Les camarades détenteurs de listes de souscription pour la grève sont priés de les régler le plutôt possible.

Les versements de fonds seront effectués au Trésorier du S.U.B., bureau 30, au 4<sup>e</sup> étage.

### Aux monteuses-électriciens

Les monteuses électriciennes sont les plus mal payées, les plus maltraitées des corporations du Bâtiment.

Sont-ils des hommes comme d'autres, ayant droit aux mêmes avantages ?

Or, si les salaires des monteuses électriciennes sont les plus bas, si leurs conditions d'existence sont plus misérables que celles de leurs camarades de travail, cela tient sans doute à leur indifférence, leur inertie, dont les patrons profitent pour les exploiter plus durement.

S'ils croient qu'ils sont les mieux qualifiés pour défendre leurs intérêts, que l'organisation syndicale est le meilleur remède à une telle situation, ils feront tous leurs efforts pour assister à la

#### REUNION CORPORATIVE

qui aura lieu le Jeudi 7 Août, à 18 heures, à la Bourse du travail, salle Bondy.

Camarades électriciens, le succès de cette réunion dépend de tous. Venez-y nombreux !

Le Conseil.

### L'assemblée des charpentiers en fer

Voilà une corporation qui est en plein réveil. Les discussions oiseuses de la politique étant bannies de son sein, tout va bien, c'est l'Union, c'est l'Unité absolue, c'est le Syndicalisme révolutionnaire en action.

La réunion de dimanche dernier fut présidée par B. Vallée, avec comme assesseurs deux vieux compagnons, Bernard et Lucien Hue.

Un vent de bataille souffle sur cette Assemblée de plusieurs centaines de compagnons et aides. Les charpentiers en fer ne feront pas de grève générale corporative à leur compte ; elle se fera, au compte du patronat. C'est ce qu'expliquent Raizier et Boudoux. Le débat est même élevé sur les objectifs du syndicalisme révolutionnaire et de l'annistie intégrale.

Après intervention de Heracle, Vallée, Chivert, et d'autres camarades, le rapport moral est adopté à l'unanimité, ainsi que l'ordre du jour suivant :

« Les charpentiers en fer, monteuses, levasseurs, riveurs, forgerons, frappeurs et similaires de la Seine, après avoir entendu l'exposé de la situation corporative, syndicale et sociale, confirment toutes les décisions antérieures sur l'action immédiate des chantiers : 1<sup>o</sup> Grève sur le tas ; 2<sup>o</sup> Abandon pur et simple des chantiers et libre remplacement par d'autres compagnons ; 3<sup>o</sup> Mise à l'index des chantiers et des maisons avec toutes les conséquences d'action directe.

« D'autre part, les corporants s'engagent à seconder le délégué pour faire, appliquer dans tous les chantiers les décisions d'Assemblée générale ; chaque chantier devra désigner immédiatement un délégué.

« L'Assemblée générale après avoir enregistré le développement, la vitalité et l'activité croissante de la corporation, se féli-

cite d'être restée fidèle aux méthodes strictement syndicalistes révolutionnaires, en accord avec la Fédération nationale du bâtiment qui permet aujourd'hui d'enregistrer des résultats qui seront préjudiciables au patronat et utiles à l'émancipation des travailleurs.

« Considérant que le problème de l'annistie est du ressort du syndicalisme, les charpentiers en fer, assemblés, s'engagent à répondre à tout appel d'action directe, à toute action de grève générale qui aura pour but d'arracher aux dirigeants l'annistie intégrale. »

Pour mémoire et comme conclusion, rappelons que les charpentiers en fer ont pris des décisions pour les revendications des huit heures que nous ne pouvons rendre publiques, cependant ajoutons que les chantiers de la maison Hamet et Cie, chef monteur Faux, sont rigoureusement maintenus à l'index.

A l'issue de cette réunion une assez bonne collecte fut faite pour le Comité de l'Entraide.

JEAN.

### Dans l'Enseignement

Hier matin, à l'annexe de la maison des Syndicats, avenue Mathurin-Moreau, un grand nombre de militants se réunirent déjà aux réunions des Groupes de Jeunes et des Groupes féministes.

Les jeunes, réunis sous la présidence d'Aulas, discutèrent les rapports moral et financier présentés par le camarade Ogé. Dans une salle voisine, les institutrices féministes étaient rassemblées sous la présidence d'Adrienne Montégudet et de Pierrette Rouquet.

Mais le véritable Congrès ne commencera que ce matin. Il comprend, à son ordre du jour, des questions extrêmement intéressantes : l'Internationale de l'Enseignement et l'Enseignement de l'histoire.

Malheureusement les luttes de tendances risquent encore d'accaparer une bonne partie de ces séances. On sait que, grâce à une commission de syndicats minuscules, les communistes dirigent la Fédération de l'Enseignement. On voit par exemple un instituteur révoqué pour pacifisme (Mayoux) être exclu ensuite de la rédaction d'un bulletin syndical : le malheureux, il avait trahi Dunois de caméléon. Et tout le monde sait qu'Amédée n'a jamais changé d'opinion, bien qu'il fut tour à tour anarchiste, syndicaliste, radical, socialiste et finalement communiste.

— On a vu Bouët exorcer une censure abusive dans les colonnes de *l'Ecole Emancipée* et refuser de publier des articles minoritaires, alors qu'il insérait dans cette revue de chaleureux plaidoyers en faveur du Parti communiste !

— On a vu Cornec, à qui tout le monde devrait rendre hommage pour son labeur et son dévouement, traité de menteur par le délégué de la C.G.T.U.

— On a vu enfin, dans les colonnes de la *Vie Ouvrière* de samedi un infâme papier sur le Syndicat du Rhône, où un courageux anonyme traite dans la houle des militants éprouvés. Mais que n'a-t-on pas vu !

Aussi Cornec va-t-il abandonner le bureau fédéral si on lui rend tout travail impossible. Et on dit déjà que Bouët est tout disposé à reprendre les rênes de la Fédération, cette Fédération où les syndicats les plus nombreux, les plus actifs (Rhône, Loire, Finistère) sont précisément ceux qui ne sont pas encore pourris par l'emprise politicienne.

Attendons la fin du Congrès, mais sans trop d'espoir, car le plan de la bataille est bien au point. Les communistes se réunissent ce soir pour en arrêter les derniers détails (leur réunion fut annoncée par *l'Ecole Emancipée* !). Les syndicalistes, bien dispersés, hélas, viennent seulement de décider, eux aussi, une réunion préparatoire, pour unir leurs efforts.

Il est un peu tard. Qui sait toutefois. Peut-être le bon sens prévaudra-t-il ? Il est encore des communistes de bonne foi. Tels ceux du Nord, par exemple, qui blâment Bouët pour avoir censuré mon article dans *l'Ecole Emancipée*.

Souhaitons que ceux-là l'emportent sur la mauvaise foi et l'esprit politicien de leurs compagnons.

Maurice WULLENS.

### La main-d'œuvre étrangère

La semaine dernière, les opérations des services de la main-d'œuvre étrangère ont porté sur 4.398 travailleurs. De leur côté, les offices de placement ont placé 1.364 travailleurs étrangers résidant en France. Le total des opérations de main-d'œuvre étrangère s'élève ainsi à 5.762.

4.398 travailleurs étrangers ci-dessus visés (3.114 + 1.284) ont été affectés aux industries ou travaux suivants : mines de fer, 475, dont 409 Italiens ; mines de charbon, 753, dont 702 Polonais ; métaux, 384, dont 142 Italiens ; terrassement, 462, dont 224 Italiens et 143 Espagnols ; bâtiment, 539, dont 317 Italiens ; manœuvres, 1.083, dont 485 Italiens, 147 Espagnols et 100 Russes ; agriculture, 308, dont 173 Polonais.

An total, il a été placé : 1.741 Italiens, 1.113 Polonais, 330 Espagnols, 284 Belges, 188 Russes, 179 Tchecoslovaques, 137 Nord-Africains et 426 ouvriers de nationalités diverses.

Les divers bureaux et contrôles d'immigration ont constaté qu'au cours de la semaine écoulée 3.676 travailleurs étrangers sont entrés en France et 790 en sont sortis ; ces ouvriers se répartissent ainsi : 3.114 introduits en France et affectés à l'industrie et 726 affectés à l'agriculture.

En principe, pour les ouvriers autres que les mineurs professionnels et les travailleurs agricoles, l'introduction en France ne doit être autorisée qu'avec le visa du ministère du travail, qui doit veiller s'il n'y a pas de préjudice envers les ouvriers français en chômage.

Dans la pratique, les patrons, qui sont les maîtres, inondent le marché français de travailleurs étrangers afin de réduire au chômage les syndiqués du pays. Et cela produit le sabotage des huit heures et la diminution des salaires.

Nous sommes en société capitaliste.

## Les « Conduits unitaires »

Il y a un grand débat en ce moment dans le monde officiel de la construction et même à côté, M. Roux, de l'Institut Pasteur, le professeur Balthazard et d'autres personnalités sanitaires se sont prononcés contre l'emploi des conduits unitaires de fumée.

Néanmoins, des essais sont tentés dans des immeubles en construction destinés aux familles ouvrières. Comme il peut y avoir quelques cas d'intoxication, il vaut mieux tenter l'expérience chez les prolétaires.

Voici le problème. Jusqu'à maintenant, chaque habitant avait sa cheminée, son indépendance, son autonomie. Cela ne pouvait pas durer.

Il faut faire l'unité jusque dans les conduits de fumée. Maintenant que nous avons une C.G.T. unitaire et communiste, il nous faut une cheminée du même nom.

Parfaitement, une cheminée par immeuble, comme à l'usine. Il y a bien les inconvénients de l'asphyxie en commun, mais tout ce qui se fait en commun est forcément communiste, et il n'y a que les petits bourgeois individualistes qui peuvent s'en plaindre. Surtout que cela favorisera le ramonage, les visites du père Noël et le travail de la cellule de quartier.

Vu que les manitous de l'administration et du casier hygiénique n'étaient pas d'accord sur cette révolution dans la bâtisse, et vu qu'il s'agissait de « conduits unitaires » nous ne pouvions mieux faire que de prendre l'avis de l'état-major de la Grange-aux-Belles. Bien nous en prit, et grâce à notre interview la question est maintenant résolue.

Dudule et Yellow étant peu compétents sur cette délicate affaire, nous avons posé la question au Premier Mitron et à Barres :

— Que pensez-vous des conduits unitaires ?

— Il y a longtemps qu'on les applique dans les fours de boulangerie, répondit le boulanger d'un air rassuré.

— Ils doivent adhérer à la C.G.T.U., ajouta le trésorier, qui n'y était pas du tout. Cela fera toujours un syndicat de plus, et ce n'est pas à dédaigner avec la crise que nous font subir les cochons de payants. On dirait qu'ils sont tous partis à l'île de Ré !

Pardon, il s'agit de la cheminée unique et commune.

— Comme le syndicat unique du B... ?

— Parfaitement !

— Alors, c'est une autre affaire. Cela regarde plutôt les briquetiers-fumistes industriels. Même qu'il y a des spécialistes pour les cheminées d'usine.

— Oui, mais toi, en qualité d'ancien tôlier, tu sais couronner une cheminée.

— Oui, mais tu sais, il y a longtemps que j'ai quitté le métier. Néanmoins, je me souviens encore qu'on y met généralement un chapiteau, c'est-à-dire une espèce de chapeau ou parapluie. Et puis, il y a le panier à salade...

— Comme pour aller à la Santé ?

— Mais non, pour arrêter les flammèches !

— Et les girouettes ?

— Lesquelles ?

— Les girouettes de cheminées, bien entendu. Avec les « conduits unitaires », le nombre va en diminuant.

Ce ne serait pas un grand malheur pour la C.G.T.U., soupira notre trésorier fédéral en hochant la tête et en regardant tristement autour de lui.

Sur ce, nous nous serrâmes affectueusement les phalanges et je quittai la Grange alimentaire, heureux d'avoir trouvé l'explication de ces fameux « conduits unitaires » qui avaient été présentés, comme toujours, de façon bien embrouillée, par les journaux de la bourgeoisie.

SAINT-DIGAT

### Les traitements des fonctionnaires

Tout arrive, même la révision des traitements des fonctionnaires. Les différentes campagnes entreprises par les organisations ouvrières ont obligé les milieux gouvernementaux à s'occuper de la question.

La commission constituée sous la présidence de M. Hébrard de Villeneuve, président honoraire du Conseil d'Etat, en vue de préparer la révision générale des traitements, a tenu vendredi sa première réunion au ministère des Finances.

Elle a été saisie d'une demande tendant à attribuer une avance aux fonctionnaires, préalablement à la révision générale des traitements.

La commission tiendra sa prochaine séance dans le courant de la semaine et procédera à l'étude de cette question qu'une sous-commission a été chargée de rapporter devant elle.

Le seul moyen de révision générale serait de supprimer quelques gros traitements de fonctionnaires inutiles et de diminuer certains autres peu utiles. Cela ferait de l'argent pour les petits.

Mais il ne faut pas songer à pareil remède dans un pays qui se dit démocratique. C'est pourquoi les intéressés, au lieu de se chamailler pour Moscou ou Amsterdam feraient bien de s'unir s'ils veulent voir aboutir leurs revendications.

### N'oubliez pas

#### la thune mensuelle !

#### PETITE CORRESPONDANCE

HENRI COTTIN est prié de passer voir Lecoq au plus tôt, de 15 heures à 19 heures, à la rédaction.

Marcel Sussan, à Alger. — Pascal plus à Paris. Mon adresse est 19, passage Bouchardy, hôtel du Progrès, Paris (19). — Abel.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *Libérateur*  
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

## Communiqués syndicaux

Peintres. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, au siège. Présence de tous indispensable.

Chauffage. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, à la permanence, Bourse du Travail. Présence indispensable.

Papier- carton. — Ce soir, à 20 h. 45, permanence, réunion du Conseil de l'Enveloppe.

Syndicat Unique des P. T. T. — Ambulants P.-L.-M. : Réunion générale aujourd'hui, à 15 heures, Famille Nouvelle, 46, rue de Chalon. Boisseau et Pilloud présents.

Producteurs et Distributeurs d'Energie électrique. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 20 h. 30, au bureau du Syndicat.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Nous informons la corporation qu'une permanence est tenue au siège, Bourse du Travail, 5<sup>e</sup> étage, bureau 1, tous les jours, sauf le lundi matin, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures ; le dimanche, de 9 heures à 12 heures, adhésions, cotisations, placement gratuit.

Nous invitons les camarades connaissant des places vacantes à les faire parvenir au siège pour le placement des chômeurs (téléphone, Nord 19-92).

Jeunesse Syndicaliste. — La Commission des J. S. est convoquée par l'Union des Syndicats Unitaires. Les camarades qui en font partie sont priés d'être ce soir, à 20 h. 30, rue de la Grange-aux-Belles, 33.

Jeunesse Syndicaliste des Métaux. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, premier étage, Bourse du Travail.

Les copains sont priés d'être exacts, l'ordre du jour étant chargé. Le camarade Togni est convoqué spécialement.

DANS LE S. U. B.

CHARPENTIERIS EN FER. — Réunion du Conseil ce soir, avenue Mathurin-Moreau, à 18 heures.

Le camarade Pichet est prié d'être présent.

CHARPENTIERIS EN ROIS. — Réunion du Conseil demain, à 18 heures, Bourse du Travail, bureau 13, 4<sup>e</sup> étage. La situation qui nous est créée demande la présence indispensable de tous les délégués.

ORNEMANISTES. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, au siège. Présence indispensable de tous.

CIMENTIERS-MAÇONS D'ART. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, Bourse du Travail, 4<sup>e</sup> étage, bureau 13.

En raison du meeting du jeudi 7 courant, tous les camarades sont priés d'être présents. — Bon nombre de chantiers ne sont pas venus retirer les tracts. Ils doivent immédiatement passer au bureau 10, 4<sup>e</sup> étage.

PLOMBIERS-COUVREURS-POSEURS. — Réunion du Conseil ce soir, à 17 h. 30, Bourse du Travail, 4<sup>e</sup> étage, bureau 14.

Tous les délégués sont priés d'être présents.

TRAVAILLEURS DE LA PIERRE. — Réunion du Conseil, ce soir, à 17 h. 30, au siège, 60, rue Charlot.

JEUNESSE SYNDICALISTE DU BATIMENT. — Ce soir, à 20 h. 30 précises, réunion, salle des Commissions, Bourse du Travail, 3<sup>e</sup> étage. Ordre du jour : Le Congrès national ; Nomination des Délégués.

## La Vie de l'Union Anarchiste

### COMITE D'INITIATIVE DE L'U. A.

Ce soir réunion des membres du Comité, à 20 h. 30 précises, au local habituel.

A l'ordre du jour : la situation du *Libérateur* quotidien.

www

### Paris et Banlieue

Groupe Anarchiste Universitaire et des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>. — Jeudi 7 août, à 20 h. 30, 6, rue Lanneau (métro Saint-Michel), réunion hebdomadaire du Groupe. Une causerie finira la soirée.

Groupe Libertaire de Pantin-Aubervilliers. — Réunion du Groupe demain, à 20 h. 30, salle Gilbert, 28, rue du Vivier, Aubervilliers, par le groupe. Appel à tous les amis et lecteurs du *Libérateur*.

### Province

Fédération Anarchiste du Sud-Est. — Nous avons lancé des listes de souscription pour nous permettre de récupérer les fonds nécessaires pour payer les dettes contractées lors de la dernière tournée contre le fascisme et pour l'annistie.

Cette campagne doit être continuée. Donc, camarades à qui des listes ont été envoyées, tachez de faire tout votre possible pour les remplir et en faire parvenir le montant au nom du camarade indiqué au bas de la liste.

Votre propagande ne pourra se faire qu'à cette condition et que si les moyens sont mis à notre disposition. Les camarades des groupes adhérents doivent, s'ils sont de vrais anarchistes, contribuer à la diffusion des idées.

Notre prochaine fête est fixée au dimanche 14 septembre. Préparons-la sérieusement pour lui assurer un grand succès.

Groupe d'Education Sociale de Villeurbanne-Villette-Paul-Bert (125 bis, avenue Thiers, Lyon). — Le Groupe d'Education Sociale commence sa série de causeries jeudi 7, à 20 h. 30, au siège, sur « Syndicalisme et Anarchie », par le camarade Cheyne.

Il est fait appel à tous les copains de Villeurbanne et de Lyon pour qu'ils assistent nombreux à cette réunion. Syndicalistes unitaires, confédérés et autonomes sont spécialement invités. La plus grande courtoisie régnera dans toutes les causeries organisées par le groupe. Les camarades voulant traiter des sujets éducatifs sont priés de se faire connaître au siège ou au camarade R. Marchal, 70, cours de la République, Villeurbanne.

Groupe anarchiste de Marseille. — Jeudi 7, à 20 h. 30, au siège du Groupe, bar Canals, 11, boulevard Dugommier, causerie par le camarade Carli : étude critique sur le mouvement anarchiste.

Invitation cordiale à tous les lecteurs du *Libérateur*.

Groupe d'Etudes Sociales de Troyes. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30 précises, salle 15, Bourse du Travail.

Ordre du jour : Manifestation à envisager en faveur de l'annistie ; Frais de la manifestation contre Herriot ; Balade champêtre du 15 août.

Les camarades possédant des livres doivent les apporter mardi sans faute.

Il compagna Orlando fa un richiamo presante ai compagni italiani per assistere gruppo alla riunione del Gruppo tutti i martedì di ogni settimana.

Comité de Défense Sociale. — Réunion du Comité ce soir, à 20 h. 30, salle habituelle.

Ordre du jour très chargé. Les membres du Comité sont priés d'être présents et à l'heure.

Los Artistas se reunen esta noche a las 8 1/2 en la 24.